

Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

N°86

JUIN 1989

20 F

◆ Le dossier corse

◆ La droite
en proie au démon
rénovateur

◆ Ecologie et
socialisme

Entretien avec Jean-Paul Deléage



Europe : Convergences et divergences autour d'une naissance

Bastille-Tian Anmen

Alain Touraine, le sémillant théoricien de toutes les modernités, l'a proclamé dans les colonnes du *Monde*, le 26 mai dernier : « *C'est à Pékin et non au milieu des confettis du Bicentenaire français que vit l'esprit révolutionnaire...* »

L'essentiel est dit. Peu importe que, jamais en panne de sophismes, Touraine y voit, dans la continuité de Mai 68 bien sûr, une « *révolution contre la révolution* » (*sic*)... Une société en révolte contre un pouvoir qui, né d'une révolution, est par essence antipopulaire. Non, aux yeux de notre idéologue, pour avoir trahi celle-ci, mais parce qu'empêtré dans des idéaux obsolètes, tel le socialisme.

Pour M. Touraine, qui réfléchit dans un monde posthistorique, il n'est plus d'autre horizon que démocratique, et de secousses possibles que dans ces sociétés lointaines qui n'ont pu encore accéder à ce nirvāna de la démocratie (bourgeoise).

Décréter « *la fin de cette ère mondiale des révolutions* » n'est pourtant pas très moderne. Nous l'a-t-on ressassé cette fin de la révolution depuis 1789 ! Et combien longue la kyrielle de ceux qui se sont drapés de rouge pour attaquer le drapeau rouge ! A ces fadaïses, nous préférons les échos enthousiastes et haletants de la Commune de Pékin lorsque, contre tous les reniements et les affaissements, explose la jeunesse révolutionnaire de cette Chine si présente à la mémoire vivante du mouvement ouvrier international.

Il est bon de voir si magnifiquement confirmée l'évidence que, quoi que s'égosille Alain Touraine, nous sommes en plein dans l'ère des révolutions.

Raison de plus pour que le bicentenaire de la Révolution française ne soit pas accaparé par les faux nez et culottes de soie, les puissants de ce monde venus à Paris compter leurs capitaux, dénombrer leurs missiles et mesurer leurs privilèges.

Le 8 juillet, nous serons avec toutes celles et tous ceux qui, de 1789 à 1989, de la Bastille à Tian Anmen, participent d'une même continuité : celle du combat révolutionnaire contre l'injustice et l'oppression, pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

Nous serons avec les forces de la vie, celles des peuples écrasés par la dette et l'impérialisme, avec le tiers état moderne. Pour que l'humanité ne soit pas privée d'avenir.

SOMMAIRE

4 Europe : Convergences et divergences autour d'une naissance, par François Dietrich.



DOSSIER

16 La Corse méditerranéenne : un bilan accablant, par Laurent Carasso.

18 Plan et pouvoir, par Alain Nazier.

20 Le mouvement nationaliste, par Laurent Carasso.



22 La droite en proie au démon rénovateur, par Francis Sittel.

27 Ecologie et socialisme, entretien avec Jean-Paul Deleage.

Europe : convergences et divergences autour d'une naissance

FRANÇOIS DIETRICH

« Les différents types de vie qui, en Asie, se présentent plutôt l'un contre l'autre en des conflits externes, tendent au contraire, en Europe, à apparaître comme des classes sociales qui s'opposent au sein d'un Etat unique. »

G. W. F. Hegel
La Raison dans l'histoire, 1828

POUR les capitalistes européens les plus lucides, les plus dégagés des limites des Etats de par l'internationalisation de leurs capitaux et de leurs firmes, le projet européen est clair. La crise d'engorgement du système ne peut être surmontée par les capitalismes nationaux d'Europe, face aux géants américains, japonais, et à la montée des « dragons » du pacifique asiatique. Pour survivre, les européens doivent s'unir pour tenter de damer le pion aux autres continents capitalistes. L'occasion doit d'autant plus être saisie que l'URSS, en prise avec une crise majeure, se retourne sur elle-même pour essayer de la surmonter au travers de la tentative de refondation gorbatchevienne.

En retour, pour les travailleurs du continent, ce projet bourgeois ne peut avoir qu'une logique, qu'on voit partout se dessiner et se mettre en place : la mise en cause des conditions de vie et de travail, le nivellement par le bas des droits sociaux et syndicaux au nom de la compétitivité économique, supposée être la garantie ultime de la démocratie politique relative qui règne en Europe.

Pourtant, il y a bel et bien des décennies que l'unification de l'Europe est parvenue à maturité du point de vue économique, social, culturel, et que les frontières des Etats existants sont archaïques. Qui ne peut souhaiter dans ces conditions la disparition des frontières nationales, la liberté complète de circulation des biens et des individus, l'élan culturel et social que la disparition des limites des vieux Etat Nations peut permettre ? Mais les projets bourgeois, qui jouent sur ce sentiment profond des peuples européens, c'est autre chose. C'est transformer l'Europe en un vaste marché déréglementé, dans lequel la libre circulation des capitaux, dégagée de tout contrôle et de toute réglementation,

permettra à la loi du plus fort de s'appliquer à large échelle aux dépens de la grande masse des travailleurs. Mais parce que l'espace européen est malgré tout une réalité inscrite dans l'histoire, même si ce n'est pas celle que nous avons souhaitée, en revenir à un repli sur les « acquis » nationaux des différents prolétariats d'Europe serait se condamner à l'échec. Faut-il donc laisser l'Europe, ici et maintenant, aux capitalistes, ou au contraire s'insérer dans le débat européen, s'y inscrire en positif pour permettre au mouvement ouvrier de reprendre l'initiative, et de combattre efficacement les projets bourgeois ? Mais faut-il pour autant s'y adapter, concevoir l'Europe qu'il préparent comme finalement la seule possible, au prix de quelques aménagements ? Ici commence tout le champ du débat qui traverse le mouvement ouvrier français.

LA DIALECTIQUE DES PROJETS BOURGEOIS ET DES PROJETS SOCIALISTES

Si le mouvement ouvrier traditionnel est aujourd'hui embourbé dans une gestion au jour le jour du capitalisme au nom du réalisme et de l'efficacité, le projet révolutionnaire socialiste n'en est pas pour autant le symétrique mécaniste, un acte de foi atemporel, une position de principe ou philosophique. C'est avant tout une réponse concrète à la crise sans issue du capitalisme, tel qu'il est, tel qu'il s'est développé après la Seconde Guerre mondiale, tel qu'il s'embourbe dans l'onde longue de récession qu'il connaît depuis bientôt quinze ans. C'est de ses contradictions mêmes, telles qu'elles s'expriment, qu'il faut partir pour bâtir une solution alternative. Dans son mouvement, le capitalisme

modèle le monde. Le socialisme rompra avec sa logique, mais devra bâtir l'avenir sur la réalité dont il aura hérité. Tel est la base réelle de tout projet révolutionnaire, qui fonde la problématique d'une transition du capitalisme au socialisme, sur la base du pouvoir politique et social des travailleurs. Toute société de classe ne survit en effet que dans le mouvement contradictoire et unitaire qui combine les intérêts de la classe dominante avec le mouvement d'ensemble du corps social. Ce serait sous-estimer gravement la puissance du capitalisme que de croire qu'il ne procède pas ainsi, jusqu'à ce que la contradiction débouche précisément sur la révolution. Si le mouvement d'unification, qui n'est pas encore sa réalisation pratique, voulu par les fractions les plus avancées de la bourgeoisie européenne s'avère ainsi possible, c'est en raison du retard pris par la révolution socialiste, dans son échec provisoire qui résume l'histoire du xx^e siècle. Les premières tentatives socialistes, et en premier lieu la révolution russe, se sont engouffrées dans les failles du capitalisme qui a néanmoins réussi à survivre grâce à leurs limites et à leurs reculs. Tel est le point de départ obligé de toute véritable stratégie révolutionnaire qui ne soit pas réduite à l'incantation et à la propagande abstraite.

Ici, nous partageons le point de vue du Mouvement des renovateurs communistes qui, dans son manifeste *Une démarche nouvelle pour l'Europe*, voit dans l'unification européenne un processus contradictoire, dans lequel « le mouvement de mondialisation reste impulsé par la stratégie des firmes multinationales et du capital financier », mais où la croissance des forces productives « développe la prise de conscience d'une "communauté de vie et de problèmes humains" à l'échelle du monde » qui va potentiellement au-delà des projets capitalistes¹.

Pour autant, ce serait une confusion mortelle que d'imaginer, comme on peut le craindre à la lecture des propositions de ce manifeste, que les espoirs et les luttes des peuples européens pourront s'inscrire dans les institutions européennes actuelles, au niveau desquelles les objectifs se limiteraient alors à un rééquilibrage des pouvoirs

au profit du Parlement européen et aux dépens de la Commission de Bruxelles. Pour notre part, si nous partageons l'opinion selon laquelle, « si l'Europe de la CEE est aujourd'hui à ce point dominée par les logiques libérales, c'est en partie parce que les mouvements ouvriers et communistes n'ont pas joué leur rôle, se sont repliés sur d'illusoires lignes "Maginot" », nous n'avons pas plus confiance dans les institutions démocratiques européennes que nous n'en avons dans l'Assemblée nationale française comme lieu de pouvoir véritable, même si le Parlement européen permettrait « les regroupements des grandes familles politiques (...) dont la famille eurocommuniste ».

Toute l'ambiguïté de la démarche du MRC se retrouve ici, telle qu'elle était déjà présente dans le manifeste *la Révolution, camarades*, de 1987.

Le pouvoir autogestionnaire des travailleurs pourra-t-il trouver la voie de sa réalisation au travers des institutions existantes ? La présence révolutionnaire, communiste, en leur sein, indispensable, pourra-t-elle suffire pour faire basculer vers une logique socialiste les choix politiques fondamentaux ? A fuir la réflexion sur ce point essentiel, nos camarades du MRC risquent fort de retomber dans les mêmes illusions, les mêmes impasses qui ont conduit le PCF à renoncer à tout projet révolutionnaire. Tout au contraire, un projet communiste autogestionnaire doit s'efforcer de se saisir de l'espace européen pour développer les luttes, les expériences, le développement de la conscience des travailleurs pour bâtir un autre projet européen que celui des capitalistes. Inéluctablement, ce mouvement aura besoin de ses propres cadres et de ses propres institutions pour pouvoir se développer et triompher.

LE RETARD DE LA REVOLUTION

Depuis la Première Guerre mondiale, les bourgeoisies européennes, tant qu'elles furent persuadées de pouvoir survivre dans l'arène mondiale les unes contre les autres, puis parallèlement les unes aux autres à l'abri de l'expansion américaine, relégu-

1. « Une démarche nouvelle pour l'Europe », *Manifeste du Mouvement des communistes renovateurs pour l'élection européenne*.

rent leurs penseurs « européens » au rôle de visionnaires, utiles en ce qu'ils aiguillonnaient la réflexion, mais finalement marginaux. L'éclatement de la crise du capitalisme du troisième âge a bouleversé les données : survivre c'est désormais s'unir face à l'Amérique, à l'Asie, à l'URSS de Gorbatchev.

Trotsky pronostiquait avant la Seconde Guerre mondiale que les divisions au sein du capitalisme européen seraient telles qu'il lui serait impossible de mener un tel projet à bien, que seule la révolution socialiste pourrait réaliser. Elle devait même en faire la condition de sa survie face à l'impérialisme américain. Dans l'Europe des années vingt, le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » lui semblait indissociable de celui de « gouvernement ouvrier et paysan² ». Pour Trotsky, ces mots d'ordre étaient donc des mots d'ordre de transition, c'est-à-dire des objectifs qui ne constituaient pas en eux-mêmes la réalisation du pouvoir des travailleurs, mais qui y menaient à grands pas, à la fois au travers de la mobilisation nécessaire à leur obtention, que par la dynamique d'ébranlement du pouvoir capitaliste qu'impliquerait leur conquête. Ici, l'incapacité des principales puissances impérialistes à surmonter leurs antagonismes, combinée avec le décalage de maturité entre les prolétariats européens et le prolétariat américain, devait faire de l'unification européenne un levier essentiel pour la révolution socialiste, la condition même de sa survie le temps de tisser des liens avec le tiers monde et de s'étendre sur le sol américain.

Cette donnée n'a pas changé : mais que la bourgeoisie européenne soit désormais en mesure de surmonter une part de ses contradictions témoigne, si besoin en était, du retard de la révolution socialiste face au capitalisme ; et de la survie plus longue de celui-ci par rapport aux prévisions des révolutionnaires de l'Entre-deux-guerres.

Le retard de la révolution, c'est le retard du mouvement ouvrier : celui-ci a laissé aux capitalistes l'initiative de la construction européenne. La réflexion contemporaine ne semble pas substantiellement plus avancée qu'elle ne l'était dans les années soixante³. Le réformisme social-démocrate, comme celui des partis communis-

tes, a enterré l'internationalisme véritable, non seulement celui de la solidarité des luttes, mais surtout celui qui confère la vision de l'avenir par dessus les frontières nationales. Mais ce retard de la révolution, c'est aussi le retard de l'extrême gauche européenne, incapable, en dépit de forces substantielles dans de nombreux pays, de se coordonner durablement et de bâtir un projet européen révolutionnaire. Il y a vingt ans, avant même l'éclatement de la crise, Ernest Mandel pronostiquait la fin de l'hégémonie américaine sur le monde capitaliste, et affirmait la nécessité d'une alternative socialiste aux projets capitalistes européens, portés à l'époque par Jean-Jacques Servan-Schreiber⁴. Depuis lors, la réflexion a stagné. N'est-il pas plus que temps de la reprendre ?

LUTTE OUVRIERE EN RETARD D'UN DEMI-SIECLE

Le monde change : les camarades de Lutte ouvrière s'en sont-ils aperçus ? On peut en douter puisque voici que, selon eux, « l'unification de l'Europe » est « une nécessité sociale que la bourgeoisie ne peut ni ne veut réaliser⁵ ». Nous en serions encore ainsi à l'Entre-deux-guerres, où il n'était pas indispensable aux yeux de Trotsky d'accoler le terme « socialistes » au mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe, tant il était évident que les bourgeoisies européennes, à peine sorties de l'holocauste de la Première Guerre mondiale et s'appêtant à la Seconde en dépit de la montée en puissance du rival américain, étaient incapables du moindre mouvement dans cette direction. L'aspiration à la paix, à la coopération au sein d'une Europe unie, ne pouvait alors que prendre une coloration socialiste.

Cependant, même à l'époque, il ne serait pas venu pour autant à l'esprit de Trotsky d'affirmer, comme aujourd'hui nos camarades de LO, que « l'unification des Etats du continent européen, même sous l'égide de la bourgeoisie, serait un progrès social ». En 1915, Lénine refusait même le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » par crainte de lui voir prendre une tonalité pro-impérialiste. Lénine, dans les conditions de l'époque, faisait certes preuve ici

2. Léon Trotsky « De l'opportunité du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », article pour *la Pravda*, 30 avril 1923, *Œuvres complètes*, Europe et Amérique, Anthropos, 1971.

3. *L'Intégration européenne et le Mouvement ouvrier*, Compte rendu de colloque avec André Gorz, Ernest Mandel, Lelio Basso, Pierre Naville, Jean-Marie Vincent, etc., Centre d'études socialistes, septembre 1964.

4. Ernest Mandel, *la Réponse socialiste au défi américain*, Maspéro, 1969.

5. *Luttes de classes*, Revue théorique de Lutte ouvrière, avril 1989.

du même manque de dialectique qui l'empêcha de reconnaître avant la Révolution d'Octobre le caractère correct de la perspective de « révolution permanente » élaborée par Trotsky ⁶.

Mais aujourd'hui, à l'inverse, il ne semble pas qu'une Seconde Guerre mondiale, la consolidation de l'hégémonie américaine aux dépens du vieux continent européen, puis l'éclatement d'une crise capitaliste de longue durée, l'émergence d'un monde multipolaire dans lequel des continents entiers échappent à l'emprise immédiate du capitalisme, soient suffisants à Lutte ouvrière pour infléchir cette analyse. « Or l'un des problèmes de la société de cette fin de xx^e siècle est précisément que les bourgeoisies européennes s'avèrent incapables de réaliser cette unification des Etats qu'elles ont mis sur pied au cours des siècles passés et de ce que, à la fin du siècle dernier, la bourgeoisie nord-américaine a su mettre en place à l'échelle d'un continent : un marché unique, une monnaie unique dans le cadre d'un Etat fédéral unique. »

Certes, la perspective d'un Etat européen unique n'est pas pour demain, et les contradictions demeurent nombreuses. Mais les projets de la bourgeoisie européenne ne se résument pas à la constitution d'un Etat unique. Et sans même attendre sa création, la bourgeoisie crée les conditions d'une concentration capitaliste à l'échelle européenne, comme étape dans cette direction. Ne pas voir ainsi que, désormais, les bourgeoisies européennes sont contraintes d'avancer dans cette voie, et qu'en conséquence l'Acte unique est davantage qu'un chiffon de papier symbolique, c'est véritablement vivre dans un autre monde.

Encore Lutte ouvrière fait-elle preuve d'éclairs de lucidité en constatant que les mesures européennes « vont encore favoriser les détenteurs de capitaux au détriment de ceux qui n'ont que leurs salaires pour vivre », mais pour ajouter aussitôt « que tous ces "périls" (sic) ne sont pas dus à un excès d'unification, mais au contraire à la persistance de la concurrence entre les Etats ».

Lutte ouvrière a naturellement raison de souligner que les bourgeoisies ont besoin d'un Etat « pour obtenir des subsis-

des, des commandes d'Etat, des privilèges, des protections ». Mais elle s'aveugle en croyant que les bourgeoisies européennes ne sont pas prêtes à prendre le risque d'une unification européenne qui léserait une partie de leurs intérêts particuliers. En fait la mondialisation du capitalisme oblige désormais les bourgeoisies à raisonner à une autre échelle qu'à l'époque précédente, et à concevoir précisément les rapports entre les entreprises et l'Etat à une échelle plus vaste que celle des vieilles nations européennes. Survivre ensemble ou périr séparément : telle est bien l'alternative, et son premier terme indique bien la menace d'un accroissement de l'exploitation des travailleurs européens, pour faire face aux USA, au Japon, aux jungles capitalistes du Pacifique. Ne pas montrer ce danger aux travailleurs, c'est les désarmer dans les affrontements qui se préparent dans le cadre européen ⁷.

PS : LE « SOCIALISME » DES MANAGERS

Il manquait aussi, ces dernières décennies, des conditions à proprement parler politiques aux différentes bourgeoisies européennes pour pouvoir enclencher une étape supplémentaire dans la construction européenne. La venue au pouvoir de la social-démocratie en France et en Espagne, leur fournit un outil supplémentaire.

Comment en effet faire passer au mieux la pilule de la réduction des droits sociaux si ce n'est en faisant justifier l'opération par ceux qui portent le label socialiste, qui prônent la justice sociale et l'égalité des chances ?

Mais à voir le contenu du *Manifeste socialiste pour les élections européennes* du Parti socialiste ⁸, on comprend que des voix se fassent entendre en son sein même pour essayer de faire comprendre qu'il est peut-être un peu risqué de prendre les travailleurs pour des imbéciles.

Dans le morceau de bravoure qu'il constitue, ledit Manifeste nous en apprend long sur les causes de la crise capitaliste. « Un certain nombre de dérèglements internationaux en sont la cause, en particulier au niveau monétaire, où la politique impériale américaine a fait durablement

6. Lénine, *Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, Le Social-démocrate, 23 août 1915.

7. Ici, au contraire de Lutte ouvrière, et en dépit d'autres aspects sur lesquels nous sommes en désaccord, la campagne des camarades du MPPT insiste correctement sur le danger de la généralisation du travail précaire en Europe.

8. *Manifeste socialiste pour l'élection européenne*, n° 15, 21 avril 1989.

retomber sur ses partenaires les effets négatifs d'une gestion laxiste du dollar. » Pour le reste, il s'agit « de formidables mutations technologiques, vis-à-vis desquelles la France et ses voisins ont pris souvent du retard. »

Pas une seule fois n'est évoqué le fait que la crise internationale pourrait être celle du système capitaliste et marchand, celle d'un engorgement des capitaux et des marchandises, qui ne trouvent plus de débouchés pour réaliser leurs profits, alors que les deux tiers de l'humanité survivent à grand-peine, dans la misère et la faim.

Fondamentalement, le Parti socialiste propose aux travailleurs de lier leur sort au capitalisme européen, bref de suivre son propre exemple. Plus forte, l'Europe capitaliste pourrait retrouver une croissance, voir diminuer son chômage, améliorer les droits sociaux et le niveau de vie. La qualité de la démocratie politique et sociale ne pourrait que s'ensuivre.

Si l'on écarte l'hypothèse malveillante selon laquelle tout n'est pas que naïveté dans un tel raisonnement, on reste confondu par son absurdité. Accroître la productivité en Europe, dans le contexte d'une économie capitaliste, signifiera d'abord et avant tout renforcer l'exploitation des travailleurs, le chômage. Comment devenir plus « compétitif » dans le système capitaliste mondial et prétendre dans le même temps développer de nouvelles solidarités avec le tiers monde, alors que le pillage de celui-ci est une base essentielle de ce système ? Et surtout, comment ne pas voir que l'unité capitaliste de l'Europe, pour pouvoir être à son échelle une solution, même relative, à la crise globale du capitalisme, supposerait son homogénéité face aux mondes américain et japonais ? Pauvre chimère à l'heure de la mondialisation du marché, de l'interpénétration des capitaux, de l'extension transocéanique des trusts ! Impensable dans les années trente à une époque où les bourgeoisies du continent ne pensaient qu'à s'entretuer, l'Europe capitaliste est aujourd'hui une réalité dépassée par l'expansion capitaliste elle-même, et qui en tout cas ne permettra en aucune façon de résoudre ou d'échapper à une crise capitaliste qui se situe au plus haut niveau, transnational, mondial. Vouloir faire de

l'unité européenne une solution à la crise capitaliste, sans dépasser le système lui-même est un leurre, dans la mesure même où l'espace européen est aujourd'hui pénétré à une large échelle par les capitaux américains et japonais. Faire croire dans ces conditions aux travailleurs qu'ils pourraient en tirer un bénéfice durable, c'est se comporter au mieux en marchands d'illusions. Au pire, la logique européenne pourrait se retourner en une démarche protectionniste, isolationniste, raciste, disputant aux impérialismes américain et japonais un nouveau partage du monde et... du tiers monde. Tel est aussi la logique implicite des coups de cœur européens d'une partie de la droite, ouvrant la porte à un véritable « nationalisme » européen auquel Fabius, à *l'Heure de Vérité* du 15 mai 1989 ne s'est pas montré insensible, rêvant tout haut à une Europe « première puissance mondiale ».

L'alternative, c'est bien de susciter partout les luttes, la mobilisation des travailleurs, pour qu'ils construisent dans l'espace européen leur propre projet, leur propre pouvoir. La direction du Parti socialiste est désormais loin, très loin d'une telle perspective. Les propositions sont de vagues et générales déclarations d'intention, où toute mesure précise est éludée. Ainsi la proposition de Jean-Luc Menanchon de faire des 35 heures de travail hebdomadaire et de la défense de la protection sociale les objectifs communs des socialistes européens a-t-elle été aimablement repoussée, de même que celle de Pierre Guidoni qui ne faisait pourtant qu'évoquer l'harmonisation des fiscalités par alignement sur celles qui pénalisent le moins les revenus du travail.

PCF : LA LIGNE RIVOIRE ET CARRET

Le PCF, pour illustrer sa campagne européenne, aurait pu s'inspirer des panneaux publicitaires qui cotoient actuellement les siens et dans lesquels le personnage s'interroge à sa manière sur ses sentiments envers les célèbres pâtes alimentaires.

Le PCF clame en effet haut et fort qu'il ne veut pas de ce « réformisme »-là. Si

seulement ! Si seulement ce parti pouvait faire autre chose que de dénoncer haut et fort son frère-ennemi socialiste, il nous donnerait peut-être autre chose comme perspective que le fade et obscur ouvrage du sémillant Philippe Herzog, dont le PCF voudrait bien donner l'image d'un de ces « rénovateurs » de la vie politique française⁹.

Faudrait-il donc opposer résolument une logique socialiste aux plans capitalistes, mettre les rouages fondamentaux de l'économie et de la société sous le contrôle direct des travailleurs ? Non, il faut développer « de nouvelles coopérations » entre les peuples, développer « l'initiative » des salariés dans un secteur public fort qui permette une « mixité pacifique évolutive » (sic) (page 173). (Page 225, on apprend au passage avec intérêt que l'expérience des nationalisations de 1982 en France est « amère et dissuasive ». On ne fera pas de peine à l'auteur en lui demandant de se remémorer le nom des ministres qui, à l'époque, furent en charge des Transports, de la Fonction publique, de la Santé...) Vers le socialisme, donc, sans doute, mais plus tard. Dans l'immédiat, aucune perspective précise de pouvoir réel des travailleurs, aucune proposition de droit de vote pour les immigrés, aucune revendication de réduction de la semaine de travail à 35 heures, aucune proposition d'abolition pure et simple de la dette à l'égard du tiers monde.

Il y a encore vingt ans, le PCF nous expliquait doctement qu'un triomphe du socialisme en France serait impossible de par la petitesse de la France face aux autres nations capitalistes et face aux USA. Il fallait donc procéder par étapes graduelles et progressives. Un tel raisonnement ne l'avait d'ailleurs pas empêché de défendre pendant des décennies la théorie du « socialisme dans un seul pays »... en URSS.

C'est maintenant l'Europe socialiste toute entière qui serait sans doute trop isolée, mais en revanche la nostalgie du retour sur les vieilles frontières de la France bourgeoise suinte à chaque page. « Les prétendues stratégies des dirigeants français affaiblissent gravement les capacités humaines et productives de la base nationale » gémit-on page 102, tandis que l'an-

goisse nous gagne page 103 de voir la patrie en danger puisque « tous les grands constructeurs d'armements estiment que la part du marché militaire va globalement régresser au profit des américains ». Du coup, on voit quelle valeur réelle a la dénonciation, parfaitement fondée par ailleurs, de la loi de programmation militaire française par le PCF, dès lors qu'il s'agit de « produire français », même s'il s'agit de canons.

D'ailleurs, et en même temps, il ne faut pas poser « abstraitement » la question de l'appartenance de l'Europe à l'Alliance Atlantique, mais « dans l'évolution même de cette Alliance et des problèmes qu'elle pose » (page 175). Qu'en est-il des institutions européennes ? « Elles ne nous conviennent pas, il faut les dépasser. » Faut-il donc envisager d'autres institutions, basées sur le pouvoir autogestionnaire des travailleurs ? Halte-là, pas si vite ! « Cela doit se construire dans un processus graduel, de l'intérieur et de l'extérieur, impliquant leur transformation dans des processus évolutifs. Faute de quoi, non seulement elles ne tomberaient pas d'elles-mêmes, mais elles évolueraient vers pire encore. »

En dépit d'une dénonciation formelle des plans capitalistes, il n'est toujours pas question de perspective révolutionnaire, de socialisme, de perspective concrète de pouvoir des travailleurs. Au réformisme pro-libéral sans complexe du Parti socialiste, on oppose un réformisme coupable et ampoulé. Le mouvement des travailleurs qui cherche une alternative d'ensemble au capitalisme en crise sera sans doute éclairé par la lumineuse et dynamique proposition que lui fait le PCF de « faire intrusion » (n'y a-t-il pas là une dangereuse hardiesse ?) « avec toutes les exigences du social dans les critères d'efficacité des gestions des entreprises et dans les stratégies politiques. » Avec ça, le rideau de fumée de l'Europe sociale de notre bon président va certainement se dissiper. Sans doute l'Europe des travailleurs basée sur le pouvoir direct, dans tous les domaines et à tous les niveaux, des travailleurs, rompant radicalement avec la logique du profit capitaliste, serait-elle trop « isolée » face aux USA, au Japon, etc. Ce parti-là, le jour où la révolution socialiste s'étendra

9. Philippe Herzog, *Europe 92 : construire autrement et autre chose*, Editions sociales.

à l'échelle mondiale, appellera sans doute à la rescousse le spectre de l'encerclement par Mars ou Saturne.

LES « RECONSTRUCTEURS » : UN NATIONALISME « RELATIF » ?

Les reconstituteurs communistes ont alors raison de constater sous la plume de Félix Damette¹⁰ que *« notre blocage face aux problèmes européens renvoie à des questions plus fondamentales, c'est notre grille de lecture des luttes de classes, des sociétés, des Nations, du monde, qui ne s'applique pas à ces nouvelles réalités »*.

Au nom d'un nationalisme en quelque sorte relatif, les reconstituteurs n'en viennent finalement pas à des propositions plus substantielles que celles de Philippe Herzog, c'est-à-dire des « coopérations » européennes au coup par coup dans des domaines délimités au fur et à mesure. (Un tel projet n'est-il pas depuis longtemps dépassé par les bourgeoisies elle-mêmes ? N'est-ce pas là, comme diraient les rénovateurs, « camper sur une ligne Maginot » ?)

Ici, les reconstituteurs confondent deux notions. La première, c'est que l'essor des forces productives permis par le capitalisme a rendu depuis longtemps caduques



Cependant, on n'est pas sûr de voir dans les propositions des reconstituteurs une véritable logique alternative. Selon François Hersais, *« la souveraineté populaire ne peut s'exercer que dans un cadre où les individus se considèrent comme des citoyens, où ils se sentent motivés pour la chose publique ; ce cadre c'est celui des Nations, et toute supranationalité a forcément une vocation antidémocratique. »* Pour autant, *« une certaine conception de la Nation mérite une ferme condamnation : ce qu'on peut appeler le nationalisme absolu »*. Celui-ci reposerait sur *« l'idée que la souveraineté nationale réside dans la maîtrise absolue de son destin »* et sur la croyance selon laquelle *« une vraie nation doit pouvoir se passer des autres et, à tout moment, s'opposer aux adversaires éventuels »*.

les frontières intra-européennes telles qu'elles subsistent encore aujourd'hui ; toute logique socialiste devra se situer d'emblée à l'échelle internationale pour être fonctionnelle, constituer une véritable alternative au capitalisme. Les luttes des travailleurs, contrairement à ce qu'affirme Félix Damette, se situent de plus en plus d'emblée dans le cadre européen, comme cela apparaît clairement dans le mouvement des infirmières, multipolaire au niveau européen, et qui cherche les voies de sa coordination internationale comme condition même de son efficacité. Avec la circulation des capitaux, l'harmonisation des législations et des fiscalités, il en sera toujours davantage ainsi dans le futur. Cependant, le pouvoir des travailleurs, le socialisme, ne se résoud pas à la gestion de l'économie, mais embrasse la totalité de la vie sociale,

10. Reconstituteurs communistes, *les Communistes et l'Europe*, avril 1989.

dans laquelle les superstructures, la culture, les communications, jouent un rôle tout aussi essentiel. Le « *socialisme dans un seul pays* » est devenu tout aussi paléontologique que le « *socialisme du goulash* » dont on avait qualifié un temps l'expérience Khrouchchev. Ici, le respect des particularismes culturels, nationaux, régionaux, des « *temps longs de l'histoire* », est décisif. Et c'est pourquoi, comme le soulignent avec raison les reconSTRUCTEURS, le pouvoir des travailleurs devra être autogestionnaire, c'est-à-dire basé sur une décentralisation effective et maximum du pouvoir. Les décisions à une large échelle ne pourront être mises en œuvre que dans un cadre fédératif, traduisant les consensus et les convergences des différentes nations et régions européennes.

On retrouve ici les éléments du débat entre Félix Damette et Francis Sitel sur l'articulation entre Nation et lutte de classes dans la revue *M*¹¹.

L'EUROPE N(EG)ATION

Pourquoi le mouvement ouvrier traditionnel est-il si platement réformiste, accepte-t-il finalement avec plus ou moins de réticences la logique capitaliste ? Comment les bourgeoisies européennes parviennent-elles donc à « vendre » leur projets ? C'est que ceux-ci s'appuient sur des données objectives profondes qui marquent la période mondiale et, partant, la conscience des travailleurs. Et rien n'est plus dangereux qu'un capitalisme intelligent, et en cent cinquante ans il a perdu un peu de sa bêtise. Pour ceux qui veulent tracer la voie d'une alternative socialiste réelle au capitalisme, c'est bien de ces données là qu'il faut partir, et ne pas abandonner leur utilisation à l'adversaire de classe.

La division du monde en blocs économiques, politiques, culturels, héritée de la situation issue de la Seconde Guerre mondiale, domine la réalité planétaire. Ces blocs sont l'un et l'autre sans avenir. D'un côté, le monde américain, jungle capitaliste impitoyable, où cohabitent miracles technologiques et misère urbaine, gigantisme industriel et sous-culture mercantile,

mythe de la liberté individuelle et démocratie de paillettes, majorettes et pacotilles. De l'autre, la grisaille bureaucratique tue l'imagination sans assurer une vie matérielle plus confortable.

Avec l'éclatement de la crise et la fin des « trentes glorieuses » années d'après-guerre, la bataille des « euromissiles », les travailleurs européens de l'Ouest ont pris conscience de la précarité et de la dépendance de leur situation face à ces deux blocs. Ils ont rejoint en ce point, au-delà d'une solidarité élémentaire, les travailleurs de l'Est qui subissent la tutelle bureaucratique depuis quarante ans sans être parvenus à secouer le joug.

En même temps qu'elle est brutalement divisée en continents-mondes dans lesquels la réalité des Etats d'hier se fond sans cesse davantage, la Terre est devenue, sinon un « village planétaire », un espace dont les limites deviennent perceptibles, sinon accessibles, pour tout travailleur, en tout cas dans les pays développés. La révolution des transports et des médias a d'abord pour effet de modifier les consciences. Le point opposé du globe est à 24 heures de voyage, et la lucarne magique de la télévision ouvre la fenêtre de toutes les demeures sur les horizons les plus lointains.

Hier vaste épiceutre de l'histoire mondiale, l'Europe en est devenue une province. Comprimée et convoitée entre le monde soviétique et le monde américain, sa conscience propre réémerge comme négation et refus du partage entre les deux Léviathans. Le rideau de fer, hier fatalité acceptée comme prix à payer de l'écrasement du monstre nazi, à l'époque où le stalinisme faisait encore illusion, devient aujourd'hui le symbole d'une mutilation insupportable. Le sentiment de solidarité avec les peuples polonais et tchécoslovaque, fait aussi partie de cette espérance mêlée de nostalgie de voir l'Europe réunie.

L'interconnexion des cultures, la proximité des formes de régime politique se combinent avec cette prise de conscience de la différence qui sépare la réalité européenne de la réalité américaine, soviétique, asiatique. La conscience européenne se forme en négation face aux autres continents. Et ce mouvement de négation, de différence culturelle, peut

11. Voir les numéros de *M* de juin 1988, octobre 1988, février 1989.

alors réclamer sa propre représentation institutionnelle et politique, dès lors qu'il prend conscience de son existence par le fait même qu'on la nie. Dans tous les phénomènes d'identité d'une communauté, le versant négatif est tout aussi essentiel que l'affirmation positive, il en est le catalyseur et le révélateur. Modelé par le cours global de l'histoire planétaire, il naît peut-être en Europe une entité historique nouvelle tant sur le plan de la culture que sur celui des formes politiques. Plus qu'une réalité supra-nationale, qui substituerait aux anciens Etats centralisateurs une centralisation encore plus absurde et oppressive parce qu'encore plus lointaine, il s'agirait d'une méta-Nation, transcroissance et dépassement des Nations existantes¹².

META-NATION ET MINORITÉS NATIONALES

Toute perspective d'une unité politique européenne ne peut en effet se concevoir sur le modèle des Etats nationaux existants, étroitement centralisés autour de l'exécutif. La taille des réalités géographiques, la complexité des communications, condamnent à l'avance les réseaux de pouvoir qui voudraient opérer sur ce modèle. D'ailleurs, les Etats bourgeois actuels ont déjà depuis longtemps entamé un processus combinant le maintien d'un exécutif politique national avec une décentralisation du pouvoir économique, social, culturel, administratif. La perspective du dépérissement des frontières nationales ouvre dialectiquement la possibilité d'un renforcement des pouvoirs à l'échelle des régions, des villes, des entreprises. La refonte politique de l'Europe pourrait alors redonner sa chance aux nationalismes que les vieux Etats ont étouffé et opprimé jusqu' alors. Par dessus et au-delà des frontières existantes qui se dissolvent, une chance est offerte au Pays basque, à toute l'Irlande, aux Corses, aux Bretons, de retrouver l'unité et l'autonomie pour lesquels ils se battent depuis longtemps. Pour que l'Europe se construise, il faudrait qu'elle soit l'occasion de nouvelles libertés, de nouveaux droits, et non d'une réduction au plus petit dénominateur commun. Comme autrefois l'URSS révolutionnaire, l'unité

politique de l'Europe ne peut s'effectuer qu'au prix du respect des particularités qui la composent, et que ne recouvrent plus les limites des actuels Etats nationaux. Condition dialectique de la réussite de l'unité d'ensemble, le droit à la sécession des régions ou provinces devant être inscrit en droit dans la légalité européenne.

Et c'est précisément ici que le mouvement ouvrier peut mettre en porte à faux la logique capitaliste. Celle-ci vise d'abord à la libre circulation des capitaux et des profits. Il est de son intérêt de laisser des régions et nationalités entières morcelées et divisées, opprimées, pour pouvoir disposer de meilleures conditions d'exploitation des travailleurs. A l'heure de la disparition des frontières, on continue à refuser aux Corses, au Pays basque et à l'Irlande du Nord, pour ne pas parler des colonies d'outre-mer, le droit à l'autodétermination, à la libre insertion sans contrainte dans une Europe fédérative. Sous la houlette de la social-démocratie, les polices françaises et espagnoles continuent la chasse aux indépendantistes basques des deux côtés des Pyrénées. Au mouvement ouvrier d'assumer le flambeau européen, à sa manière, pour faire des Etats-Unis d'Europe l'instrument de libération des minorités opprimées !

METTRE FIN AU RIDEAU DE FER

C'est dans sa capacité à démanteler le rideau de fer que le mouvement d'unification européenne trouvera sa véritable justification historique, à commencer par la réunification allemande. Si la lutte des travailleurs polonais, le souvenir du Printemps de Prague, la tentative de la jeunesse allemande de se tendre la main par dessus les miradors de Berlin à l'occasion des concerts, résonnent dans la conscience des travailleurs de l'Ouest, c'est parce qu'ils savent leurs destins liés. C'est que le souvenir de ce qui fut la culture européenne, démocratique, humaniste, pluraliste a survécu malgré la barbarie nazie et l'étouffement bureaucratique. L'Europe ne peut exister comme entité en acceptant de rester amputée. L'effondrement du rideau de fer sera le fruit de la

12. Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Gallimard, 1988. En dépit de quelques dérapages « antitotalitaires », dont on voit bien comment ils pourraient servir de justification à l'acceptation d'une Europe modelée par les trusts, sa réflexion mérite d'être prise en compte.

mobilisation conjointe des travailleurs de l'Ouest et de l'Est. Pour paraphraser Trotsky, on peut dire que l'unité européenne est non seulement la garantie de son indépendance face au capitalisme américain, mais aussi la condition nécessaire pour apporter aux travailleurs de l'Est l'aide suffisante pour mettre fin à la dictature bureaucratique. Il faut pour cela que le mouvement européen de l'Ouest offre un cadre politique, social, économique, qui permette aux Nations et aux travailleurs de l'Est de s'y intégrer. Une perspective révolutionnaire en Europe ne peut donc qu'être pan-européenne¹³.

Qu'est ce qu'une Europe modelée par les trusts capitalistes aurait à proposer aux travailleurs de l'Est dont les mobilisations depuis des décennies exigent non seulement le rétablissement des libertés politiques et syndicales, mais aussi la propriété sociale collective des entreprises ? Une telle perspective est d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui Gorbatchev n'est pas seulement à l'initiative face au capitalisme. Il l'est aussi face au mouvement ouvrier, qui se retrouvera désarmé devant ses propositions, comme celle d'un Parlement européen commun, dont on avait annoncé la formulation à l'occasion du voyage d'avril 1989 à Londres et qui serait reportée pour sa visite au Conseil de l'Europe de juin.

Une partie de la bourgeoisie européenne ne verrait la fin du régime bureaucratique que pour appliquer à l'Europe de l'Est les recettes dévastatrices du libéralisme thatchérien. Une autre, peut-être plus subtile, voit dans le gorbatchévisme l'occasion d'un nouveau contrat avec la bureaucratie : offrez-nous des parts de marché sur vos territoires, laissez-nous assurer un minimum de « fonctionnalité » à l'économie et à la vie sociale quotidienne, puisque vous en êtes organiquement incapables. De notre côté, nous ne toucherons pas au grisby, c'est à dire à la domination politique de la bureaucratie et à ses privilèges. Historiquement, ce ne peut-être qu'un fragile équilibre. Immédiatement, ce peut-être réalisable pour un temps. Les travailleurs de l'Est y seraient aussi floués que ceux de l'Ouest. Seule la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leur destin commun peut

mettre fin au rideau de fer dans une convergence des intérêts des travailleurs de chaque rive.

L'EUROPE ET SA DEFENSE

Dans la logique capitaliste, la constitution d'une unité européenne s'inscrit dans le cadre de la concurrence entre les pôles capitalistes mondiaux d'une part, d'autre part contre le monde bureaucratique. Portée par la logique de la course au profit, il existe une dimension organiquement agressive de l'unité européenne.

La négociation entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS a fait disparaître les armes nucléaires spécifiquement européennes dont l'URSS avait pris l'initiative au milieu des années soixante-dix. La question de la défense militaire de l'Europe est donc pleinement ouverte. Sous la double pression de la crise capitaliste et de l'impasse bureaucratique, l'escalade nucléaire est redescendue d'un cran, en faisant disparaître des armes, qui, sous prétexte d'envisager un conflit nucléaire limité, aggravaient en réalité considérablement le risque de conflagration nucléaire totale¹⁴.

Le plan de défense européen capitaliste se précise au fur et à mesure. Il s'agit d'un axe militaire franco-allemand, tourné contre la supposée menace soviétique, comportant un volet conventionnel intégré franco-allemand, et un parapluie nucléaire français, voire anglo-français. Dans ce parapluie nucléaire, on retrouve non seulement les armes de dissuasion lourdes (les missiles sous-marins), mais tout une gamme de vecteurs, qui vont du missile Hadès¹⁵ aux projets de nouveau missile air-sol à charge nucléaire, qui remplacent en réalité les missiles Pershings. A l'escalade américano-soviétique, peut succéder une nouvelle escalade proprement européenne. L'autre aspect de la politique militaire européenne, c'est la constitution des Forces d'action rapide (FAR), dont les forces françaises possèdent le fleuron, destinées non seulement au théâtre européen, mais surtout à l'intervention dans le tiers monde.

Pourtant, la question de la défense européenne n'est pas vaine. L'unité euro-

13. Catherine Verla, « Pour une approche pan-européenne des réponses socialistes à la crise », in *Critique communiste spécial Europe*, décembre 1988.

14. Voir *Critique communiste*, n° 63, mai 1987.

15. Dont le programme a été récemment confirmé par J.-P. Chevènement.

péenne réalisée sous l'égide bourgeoise sera (et est) une menace pour les capitalistes américains comme pour la bureaucratie. Que dire d'une Europe où les travailleurs reprendraient le flambeau à leur compte ? La question d'une politique de défense militaire cohérente se posera quoiqu'il advienne.

Le mouvement ouvrier doit donc bâtir une politique de défense alternative, reposant sur des brigades intégrées dans la population, couvrant l'Europe d'un réseau de défense civile et militaire utilisant les armements mobiles les plus sophistiqués et les techniques de communication les plus légères. Si un tel projet suppose le maintien d'un corps de métier, elle implique surtout une intégration profonde des forces de défense à la population, c'est-à-dire un contrôle politique et social de cette dernière.

LE CONTENU SOCIAL DE L'UNITE EUROPEENNE

De tous côtés qu'on prenne donc la question, le développement de l'Europe, s'il ne veut pas signifier une nouvelle forme d'oppression et d'exploitation des travailleurs, s'il veut répondre aux exigences profondes des peuples qui la composent, ne peut que se doter d'un contenu socialiste et autogestionnaire. Socialiste, parce que l'Europe laissée en friche aux projets bourgeois signifiera la régression des droits démocratiques et sociaux, la continuité de la dépendance face au capitalisme mondial : une sous-Amérique, une Europe au rabais, à la Thatcher. Autogestionnaire, parce que la réalité méta-nationale ne peut plus procéder à partir du modèle jacobin issu de la Révolution française. Une fédération politique de toutes les nationalités européennes ne survivra que si elle repose sur un vaste réseau de pouvoirs locaux, régionaux, permettant à tous les travailleurs, dans tous les domaines et à tous les niveaux, de contrôler leur avenir. La crise du capitalisme, comme la crise du système bureaucratique à l'Est, sont aussi l'expression de l'impossibilité qu'il y a à diriger des sociétés complexes, diversifiées, cultivées, à partir d'appareils étatiques concentrant en leur main l'ensemble des décisions,

mais incapables au bout du compte d'analyser et de synthétiser les besoins les plus objectifs de la société. Celle-ci, à la fois cause et conséquence de cette incommunicabilité des besoins sociaux, s'exprime de moins en moins au travers des canaux politiques traditionnels, devenus trop étroits et rigides.

POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Le mouvement ouvrier ne pourra contourner la question européenne. Soit il laissera faire l'Europe capitaliste qui débouchera sur de nouvelles régressions des droits, des libertés et des conditions d'existence, et même constituera à terme un risque de conflit militaire européen voire mondial. Soit il opposera son propre projet à ce qui est devenu une nécessité objective, le dépassement de vieilles frontières débordées par la croissance même des forces productives.

Dans un contexte différent de celui des années trente, un projet socialiste, fédératif et autogestionnaire à l'échelle européenne, de l'Est à l'Ouest, est la seule réponse cohérente.

Un tel projet est possible et se dessine autour de grands axes : les 35 heures hebdomadaires sans réduction de salaire ; l'ajustement des droits sociaux et de la protection sociale, gérée par les travailleurs eux-mêmes, au plus haut niveau atteint dans les différents pays d'Europe ; la mise sous le contrôle des travailleurs des entreprises nationalisées et la nationalisation de toutes celles qui font faillite ou licencient ; l'annulation des dettes des pays du tiers monde ; l'arrêt de toutes les technologies polluantes et dangereuses pour l'humanité et l'environnement ; la mise en débat à l'échelle de toute la société des choix énergétiques et sociaux qui en découlent.

Les révolutionnaires doivent être à l'avant-garde de ce combat. A l'échelle des syndicats, des organisations politiques, du mouvement féministe, du mouvement écologique, il est possible de rebâtir une convergence de forces multiples autour d'un tel projet socialiste européen, vers les Etats-Unis socialistes autogérés d'Europe, de l'Est à l'Ouest.

**TOUJOURS
DISPONIBLE**

**CRITIQUE
COMMUNISTE
Numéro d'hiver
Spécial Europe**

LES VERTS A LA CROISEE DES CHEMINS

LES scores réalisés aux municipales donnent aux Verts une responsabilité majeure dans la vie politique française. Sachons le reconnaître : les révolutionnaires n'ont pas su porter suffisamment d'attention aux questions dites « écologistes ». Continuant à porter malgré elle le poids du stalinisme et du réformisme social-démocrate qui ont sévi tout au long de ce siècle, l'extrême gauche a pu donner l'impression d'assimiler elle aussi socialisme et « productivisme », de confondre le développement global de la société et des êtres humains avec la croissance linéaire des biens de consommation et de production. Le mérite des mouvements écologistes, c'est d'avoir souligné qu'une alternative à la société capitaliste devait être globale, concerner tant la production que la consommation, s'adresser à la société prise comme un tout, jusque dans ses rapports avec la nature.

La réflexion des Verts sur l'Europe, telle qu'elle ressort du document issu du récent congrès, poursuit cette stimulante réflexion. La dénonciation de l'Acte Unique comme aggravant, au travers de la recherche du profit maximum, le « productivisme » qui ravage la société et l'environnement nous semble essentielle. Les Verts perçoivent correctement que « l'idée européenne, positive en soi, est ainsi pervertie » au profit « d'une déréglementation généralisée dans l'espace européen, accentuant les clivages régionaux Nord/Sud et "précipitant" l'Europe dans une concurrence sauvage avec les autres grandes régions du monde. » Nous partageons avec eux un certain nombre des objectifs qu'ils avancent :

— « La réduction massive du temps de travail » permise par « les progrès technologiques » ; même si le « resserrement de la grille des salaires » qui l'accompagne demanderait à être débattu, nous nous opposons quant à nous à toute logique de réduction salariale de la grande masse des travailleurs.

— La perspective d'une « supra-nationalité de l'Europe avec une structure décentralisée fédérant les régions et les peuples » où les régions seraient reconnues comme des espaces « de participation civique économique et culturel mobilisateur », dont les dimensions humaines permettent aux « citoyens acteurs » de vérifier la portée effective de leurs initiatives et de conserver la maîtrise de leur destin.

— « Le retrait de l'Alliance Atlantique, l'abandon unilatéral d'un armement nucléaire inutile et dangereux » ; même si la notion de sa négociation « contre le développement des libertés à l'Est » ouvre des ambiguïtés et réduit son intention « unilatéraliste ».

— « Le rééquilibrage des échanges et le développement d'une coopération » par le bas avec le tiers monde.

Mais engagés ainsi, à la manière des Verts allemands, dans une réflexion globale qui s'étend largement au-delà des seuls problèmes « d'environnement », les Verts français devront se poser les problèmes à l'échelle d'une véritable stratégie politique. Car quoi qu'on puisse en dire, « le productivisme » et « le mauvais fonctionnement de la société » dont il découle ont un nom : le capitalisme, dont Marx disait qu'il « se présente d'abord comme une immense accumulation de marchandises ». Ici les Verts semblent réduire la notion de profit à celle du « profit privé » comparable à celui des usuriers et des marchands. En fait, la logique de recherche du profit maximum n'est pas seulement le moyen qu'ont les capitalistes de s'enrichir individuellement. Il est le moteur même de la vie économique, la condition de survie des entreprises indépendamment des revenus de leurs dirigeants et propriétaires. C'est bien l'appropriation privée des moyens de production qui débouche sur « le productivisme », c'est-à-dire à la production anarchique de marchandises indépendamment de leur utilité sociale ou de leur effets sur la vie sociale et la nature, comme de ceux des technologies qui permettent leur production.

Le fait que les sociétés non capitalistes de l'Est, en premier lieu l'URSS, n'aient pas réussi à se dégager fondamentalement d'une telle logique « productiviste » ne démontre pas le caractère dépassé d'une telle analyse, mais surtout le fait que ces sociétés n'ont pas réussi à se hisser au-dessus et au-delà de la logique du capitalisme, et qu'elles n'ont en réalité de socialiste que le nom.

Pourra-t-on donc rompre avec une telle logique sans mettre fin à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange ? Et si oui, cela sera-t-il concevable dans le cadre des institutions existantes ? Changer de logique sociale n'implique-t-il donc pas de changer le pouvoir, les pouvoirs, de les faire passer des mains des trusts capitalistes à celles de toute la société organisée démocratiquement dans les entreprises, les quartiers, les régions ? N'est-ce pas là justement la condition même que ces conquêtes démocratiques soient garanties et contrôlées, ce qui à l'évidence ne peut-être le cas dans les parlements nationaux et européens d'aujourd'hui, pour ne rien dire de tous les lieux de pouvoir véritables et occultes qui associent au niveau des institutions nationales et européennes les grands managers capitalistes et les hauts fonctionnaires ?

Ce choix radical est nécessaire. A défaut les Verts se verront piégés, au-delà d'objectifs généraux que nous partageons, par un comportement qui croyant se situer « ailleurs » dans le champ politique, fera le jeu de ceux qui vivent d'un système qu'ils combattent. Certes ce choix radical, un choix de classe, n'est pas facile, au milieu d'un mouvement ouvrier qui se réclame du « socialisme » dans les discours et participe au système en pratique.

Pour notre part, voilà un débat essentiel que nous sommes prêts à poursuivre, d'abord par l'échange des réflexions, mais aussi par l'action commune, comme nous le souhaitons pour ces élections européennes, au travers d'une liste qui aurait pu s'étendre des écologistes aux formations qui, à gauche, refusent sans ambiguïté la logique capitaliste.

Partie remise ?

F. D.



La Corse méditerranéenne : un bilan accablant

LAURENT CARASSO

Pour beaucoup, la situation économique et sociale de la Corse n'est que la conséquence, dommageable certes, mais logique, du développement industriel des pays européens. Celui-ci entraînant une concentration des potentiels humains et financiers dans une série de régions industrielles autour des grandes métropoles capitalistes et laissant derrière des régions périphériques.

Si certains de ces éléments sont réels, la situation démographique, économique et sociale de la Corse de 1989 ne se comprend pas indépendamment d'une politique spécifique de l'Etat français, alternant les périodes de laisser-aller et celles d'interventionnisme coercitif.

La comparaison avec les principales autres îles du bassin occidental de la Méditerranée (Sardaigne, Sicile, Baléares), outre qu'elle replace la Corse dans un environnement autrement réel que l'Europe continentale, permet aussi quelques comparaisons intéressantes rendant manifestes les conséquences des choix faits depuis plusieurs dizaines d'années.

De ce point de vue, le travail réalisé par le service régional de l'INSEE en liaison avec l'université de Corte a permis la mise sur pied d'une banque de données pertinente¹.

Il est d'abord saisissant de constater que la Corse a une densité de population très faible, vingt-huit habitants au km², qui accentue son faible poids démographique (cf. tableau).

Là, déjà, premier contraste. Alors que les trois autres îles ont vu leur population doubler de 1890 à aujourd'hui, la Corse est passée elle de 300 000 habitants en 1900 à 170 000 en 1950. Seule une forte immigration de rapatriés et de continentaux a permis d'atteindre 240 000 habitants aujourd'hui, c'est-à-dire la population de la Corse en 1880.

Ainsi, alors que généralement les îles conjuguent une forte natalité et une forte émigration, et c'est le cas des autres îles méditerranéennes, la Corse est la seule qui connaît un nombre de naissances comblant à peine le nombre de décès.

Deux éléments ont provoqué cette situation. La guerre de 1914 qui a littéralement décimé la Corse (près de 30 000 morts), décrétée réservoir de chair à canon par le commandement (la mobilisation allant dans l'île jusqu'aux pères de six enfants !). La politique

économique qui, en conduisant la Corse à l'asphyxie, a poussé à l'exode massif en France ou dans l'empire colonial, ôtant à l'île ses générations actives.

A l'époque de l'occupation et de l'annexion de la Corse par la France, le socle économique était évidemment l'agriculture, source de subsistances et d'échanges. En 1850, 270 000 hectares étaient encore en culture intensive... Aujourd'hui, 30 000 hectares, en incluant compris la Plaine orientale, insalubre au siècle dernier et qui fournit aujourd'hui plus du tiers des surfaces cultivées.

La culture des céréales, la production d'olives, de châtaignes, de fromages se sont effondrées dès le milieu du XIX^e siècle. Ce qui ne relève en rien d'un cours logique dans les îles, celles-ci logiquement maintiennent au maximum jusqu'à aujourd'hui l'agriculture de subsistance. La cause tient aux arrêtés Miot, pris en 1801, qui favorisaient, par un jeu de taxes douanières, la pénétration dans l'île de toutes les productions venant du continent français et frappaient à l'inverse toute exportation. L'effet fut meurtrier dès que, au milieu du XIX^e siècle, furent établies des relations maritimes régulières continent-Corse, et construit le chemin de fer corse. La chute de la surface cultivée eut un effet direct sur l'élevage laitier, qui bénéficiait auparavant de jachères dès lors vite transformées en maquis.

Pendant ce temps, les négociants marseillais obtenaient une concession d'importation d'huile d'arachide, et les châtaigniers furent soit laissés à l'abandon faute de bras après 1914, soit vendus à la même époque, par les familles ruinées et décimées, pour alimenter les usines de tanin.

Quant à l'élevage, 700 000 têtes en 1900, 284 000 en 1985.

Nous le verrons, ni les Baléares ni les deux grandes îles italiennes n'ont connu une telle détérioration.

Le coup de grâce pour l'agriculture allait venir à l'aube des années soixante.

Paris décida en 1957, avec le Plan d'aménagement régional (PAR), un développement de l'île basé sur le tourisme et la rationalisation agricole. La vérité venant parfois de la bouche des ministères, le rapport de lancement de ce plan déclare : « *Il n'existe aucune discussion sur le fait que la Corse pourrait facilement nourrir sa population sédentaire et une importante clientèle touristique.* »

La société de mise en valeur de la Corse (SOMIVAC) disposait de crédits pour des équipements hydrauliques et l'aménagement de la Plaine orientale. Celle-ci ayant été rendue salubre, non pas par la France, mais par l'armée US qui, pour éviter la malaria aux GI's en 1944, assainit d'un coup d'un seul des dizaines de milliers d'hectares par un déversement massif de DDT.

La SOMIVAC sommeilla jusqu'en 1961... A l'époque, deux problèmes se posèrent à la France : la perte de sa colonie algérienne et par là-même des vignobles algériens, grands fournisseurs des bouilleurs de crus et le problème de la réinsertion des colons.

La SOMIVAC tombait à pic pour aider à recaser les pieds-noirs et remplacer le vignoble algérien.

La Somivac aménagea des domaines d'une trentaine d'hectares, vendus clefs en main dix-sept millions de francs de l'époque avec une mise de fonds minimum de six millions. Evidemment l'immense majorité des paysans corses ne disposait pas d'une telle somme, et tant le Crédit agricole que la Chambre d'agriculture bloquèrent systématiquement les prêts aux insulaires. En revanche, les pieds-noirs bénéficiaient au même moment, à un taux très faible, de prêts de l'Etat de... dix-sept millions de francs. Les dix mille colons se réinstallèrent donc, faisant le plus souvent venir des travailleurs immigrés comme ouvriers agricoles sous-payés.

L'élevage, perdant là des pâturages, chuta, par exemple de trois cents à cinquante troupeaux dans le secteur d'Aléria-Ghisonaccia.

Aujourd'hui, la politique agricole de la CEE a ramené le vignoble corse de 30 000 hectares à 10 000 hectares, et la dilapidation par la SOMIVAC des crédits d'irrigation n'a permis que la reconversion de 2 000 hectares dans la culture du kiwi.

Parallèlement la mise sur pied de la fameuse continuité territoriale eut l'effet de nouveaux arrêtés Miot, subventionnant fortement tout produit acheminé en Corse venant de France.

Les grands exploitants agricoles, liés à une production d'exportation totalement liée à la CEE, sont une réalité : 378 des 4 300 exploitants viticoles possèdent des propriétés de plus de 20 hectares et produisent 90 % de la récolte totale. 161 personnes se partagent 34 600 hectares de vignes et d'agrumes ; 6 000 autres 29 000 hectares.

Ayant ainsi une structure économique aberrante et atypique par rapport aux autres îles, la Corse ne cesse de développer ses importations alimentaires, pour répondre à la demande touristique et pour subvenir aux besoins courants. Alors que la production insulaire, autres que les exportations de vins, clémentines ou kiwis, est en chute constante.

Parallèlement, la situation des Baléares, de la Sicile et de la Sardaigne est bien différente. Aux Baléares, décriées à juste titre pour leur politique de tout-tourisme, l'agriculture couvre 90 % de la superficie, étant par là même capable largement de fournir la consommation interne et touristique. Un seul exemple : quand la Corse produit une tonne de céréales, les Baléares en produisent onze, la Sardaigne trente-cinq, la Sicile cent trente. Quand un œuf est pondu en Corse, plus de quatre mille le sont en Sardaigne ou aux Baléares, vingt mille en Sicile. Quand un kilo de poisson est

pêché en Corse, près de cinquante le sont aux Baléares ou en Sicile.

La comparaison est valable dans tous les secteurs, à l'exception de ceux décrits plus haut et qui ne servent pas à la consommation insulaire. Il en était de même jusqu'il y a quelques années du lait de brebis vendu directement à Roquefort et Maria Grimal.

Ce circuit économique est connu. Alors que l'Italie et l'Etat espagnol développèrent dans le cadre de l'expansion économique d'après-guerre l'agriculture et l'industrie de leurs îles, la Corse, plutôt sœur cadette de l'Algérie que région française, subit une politique économique comparable à celle-là.

Parler de l'industrie corse ne peut se faire qu'au passé. Des mines et hauts-fourneaux que connaissaient la Corse, de l'Arsenal d'Ajaccio, des usines de tanin de Folelli et Ponte Leccia, de l'amiante extrait à Canari, il ne reste rien.

Femenia, usine de matériel agricole à Bastia a fermé définitivement après des mois de luttes. Boulangeries et bâtiment forment le gros de ce secteur, 93 % des entreprises ayant moins de dix salariés.

Résultat de tout cela : une balance des échanges où quand une tonne de marchandises, essentiellement agricole, est exportée de Corse, six de toutes sortes y sont importées.

A côté des 15 000 salariés de l'industrie en Corse, quatre fois plus aux Baléares, huit fois plus en Sardaigne, vingt-trois fois plus en Sicile. La Sardaigne a maintenu jusqu'à aujourd'hui ses secteurs miniers traditionnels avec un développement d'industries de transformation depuis 1945. Il en de même en Sicile qui bénéficia également après-guerre de l'exploitation de gisements de pétrole. Seules les Baléares ont diminué la part de leur industrie minière, mais ce fut pour développer largement une industrie de transformation, à même de satisfaire la demande intérieure, et une industrie agro-alimentaire.

Aujourd'hui, la crise capitaliste frappe aussi les îles de la Méditerranée, et l'approche de 1993 va voir s'accélérer les différenciations en leur défaveur. Ainsi le chômage italien atteint son taux record en Sardaigne (17 %) et son développement industriel est bloqué. En Sicile aussi, le secteur agricole s'effondre, le secteur « informel », fait de petits boulots et de combines maffieuses, se développe ; les Baléares courent depuis dix années derrière un rééquilibrage économique ultra-dépendant du tourisme. Et dans toutes ces îles, le secteur tertiaire sert de béquille, comme seul domaine où les emplois se développent, car le tourisme n'est nulle part source réelle d'emplois.

Ce tableau n'a évidemment pour but de vanter les mérites des statuts d'autonomie qui, dès la fin des années quarante, ont permis aux autres îles, un développement capitaliste s'appuyant sur les réalités insulaires. Mais il fait ressortir l'aberration de la politique vis-à-vis de la Corse, une île dont la France ne sut jamais que faire. Situation qui explique aussi le désarroi constant des couches petites-bourgeoises, accentué par la crainte que 1993 soit encore plus impitoyable pour la Corse que pour ses îles sœurs qui, elles au moins, disposent d'un minimum de structure économique.

1. : *Les Dossiers d'économie corse*, INSEE, 3^e trimestre 1987.



Plan et pouvoir

ALAIN NAZIER

LE constat développé par Maria Francia Giovannangeli lors des Journées d'Unità nazionalista de Corte en 1988, pourrait faire consensus : « Dire que la structure économique revêt tous les traits d'une économie de non-développement n'est donc pas une vue de l'esprit, c'est la cruelle réalité. » Mais il y a au moins autant de propositions de solutions à cet état de fait que d'explications diffusées et surtout d'intérêts et d'appétits en jeu. Une séance de l'Assemblée régionale y fut consacrée fin avril et s'est soldée par une mini-crise, en particulier au sein de sa majorité de droite. 46 % des voix seulement se sont déclarés pour le plan proposé par le vice-président de l'Assemblée, Jérôme Polverini. Et ce après la non-prise en compte de celui de son collègue Henri Antona, vice-président lui aussi de l'Assemblée, chargé de l'économie et de l'énergie, et par ailleurs secrétaire départemental RPR de Corse du Sud, poste dont il a démissionné en signe de protestation. Le PS s'est contenté de s'abstenir, tandis que les élus nationalistes ne restaient en séance que vingt minutes. Il y a bien bel et bien un enjeu politique à ce débat, il n'est pas sans intérêt d'en saisir les lignes de forces, d'étudier les contrepropositions des nationalistes et de rapporter ce problème à la stratégie de libération nationale et sociale.

Pour la majorité du clan, il est urgent que rien ne bouge vraiment pour garder son pouvoir ; et ce comme interface du gouvernement français vers la population et tant que dispensateur de la manne administrative. Le conflit des fonctionnaires, la montée électorale des nationalistes aux municipales ont montré les limites d'une telle stratégie. Charasse et Rocard en ont pris leur parti, à la veille d'ouvrir un peu plus le poulailler européen aux renards assoiffés de profits. D'où le débat récent à l'Assemblée régionale.

L'idée maîtresse de Polverini n'est pas de partir du : « que faut-il faire » mais « du pouvoir faire », autrement dit obtenons de l'argent et après on verra. En additionnant ce que verse l'Etat, l'Europe et la Région, il trouve que cela ne va pas si mal. Bien évidemment il n'est pas dépourvu d'objectifs qu'il résume ainsi dans *Kyrn magazine* du 5 mai 1989 : « Je souhaite en l'an 2000 une Corse encore belle, propre et dépolluée, digne et respectée, c'est-à-dire sans campeurs sauvages et nudistes ; une Corse efficace dans son agriculture et sa pêche par la qualité de ses produits... une Corse performante dans son industrie par la sophistication et la valeur de certaines productions (du type cœur électrique de l'Airbus), une Corse riche en eau... dotée

d'une hôtellerie de standing international, peu envahie par les sacs à dos. » Comme le souligne le commentateur : « A bien des égards, les sommes investies grâce à ce plan rejoignent les objectifs précédemment décidés lors de l'établissement des contrats de plan et du programme intégré méditerranéen. » Il s'agit de profiter de la manne européenne pour installer un bronzodrome de luxe (ah que sent bon la bonne haine de classe contre les « sacs à dos » ! Comme le dit plus élégamment le nouveau maire de droite de Figari : « Seul le tourisme de luxe est porteur de développement en Corse »), petit supplément de bonne société aux pensions diverses et aux queues pour les emplois saisonniers, distribués par quel intermédiaire, on se le demande.

Le plan d'Antona, — élaboré avec le concours d'une société qui en a fait d'autres pour les gouvernements grec et turc, Péchiney, Nantes, Toulouse, etc. —, se veut plus ambitieux. Il s'agit d'inscrire la Corse dans quelques créneaux porteurs non exclusivement touristiques au niveau européen. Cela correspond à la fois aux intérêts d'une fraction plus moderne et plus entreprenante du clan (ce n'est pas un hasard si, de surcroît Antona est chef d'une entreprise prospère, dont le siège est en France mais qu'il se dit prêt à rapatrier en Corse si les conditions sont satisfaisantes), à une vision politique plus réaliste de la situation en Corse, que ne sont pas loin de partager le PS et le gouvernement, ou d'autres hommes de droite comme José Rossi, UDF. C'est plus sur cette philosophie générale que sur certains chapitres budgétaires que les différences sont sensibles : deux cents millions pour l'enseignement universitaire et professionnel pour cinq ans dans le premier cas, et deux cent vingt-six millions en trois ans dans le second, respectivement trois cent cinquante-cinq millions en cinq ans et trois cent seize millions et demi en trois ans respectivement pour le tourisme « qui constitue la pierre angulaire du développement économique de la Corse » (Antona dans *Kyrn*, 31 mars 1989). D'une manière générale, l'enveloppe totale sur cinq ans serait beaucoup plus élevée (ne sont pas chiffrés, par exemple, le financement des équipements et des infrastructures ni les coûts de fonctionnement) et le souci de créer des entreprises plus affirmé. Les sources de financement du second sont identiques au premier mais il y ajoute des revendications cumulées de dégrèvements d'imposition divers, de baisse drastique des factures de communications pour les entreprises, etc. C'est un peu le plan de



la dernière chance pour faire participer la Corse au gâteau de la bourgeoisie, en se saisissant « de sa position stratégique au cœur d'un bassin méditerranéen qui devient de plus en plus générateur de projets et d'ambitions », et de la possibilité « d'un consensus embryonnaire, mais vrai sur la nécessité du développement au-delà des oppositions d'idées », le clin d'œil étant là en direction des nationalistes.

Ces derniers, non sans quelques ambiguïtés, ont fait litière de tous ces projets. La remise en cause du tout tourisme est fondamentale. Elle « rend notre économie obligatoirement fragile... brièveté de la saison, pénalise la population sédentaire qui supporte la charge des travaux... déplacement des pôles économiques, la spéculation immobilière sur certaines terres agricoles... » déclare M.-F. Giovannangeli. Au contraire, il faut « développer dès maintenant les outils qui seront la base d'une économie maîtrisée par le peuple corse... Cela implique la planification globale de l'économie avec l'inventaire des besoins et des ressources, la réappropriation de notre marché intérieur et la rupture avec la dépendance économique ». Le développement d'une économie « autocentrée » passant par une production pour les Corses, facilitant l'exportation des surplus, ce qui suppose une industrie de transformation, une politique de l'énergie hydraulique, une réforme agraire moteur de la modernisation de l'agriculture, le regroupement sous toutes ses formes des artisans et la maîtrise de circuits de commercialisation. Face à l'Europe de 1992, il faut « un statut dérogatoire protectionniste ».

Nous sommes aux antipodes des objectifs annoncés par les plans précédents. Peuvent alimenter les espoirs de convergence partielle d'un Antona une affirmation et un blanc. L'affirmation est celle de la reconquête du marché intérieur, même avec le protectionnisme dont ne veut pas entendre parler ledit Antona. Soit il y a une lutte sévère pour obtenir ce statut dérogatoire, et le combat frontal sera non seulement contre l'Etat français mais contre la bureaucratie capitaliste européenne. Soit cela ne sera pas, et l'idée selon laquelle ces éléments de politique économique alternative pourraient se mettre en place dès maintenant est un leurre redoutable. Car toute introduction des lois du marché mettra en concurrence les coopératives corses,

entre elles d'une part, et avec les entreprises européenne plus compétitives d'autre part... Le désastre ne seraient pas loin. La grande majorité du peuple corse, à commencer par les salariés, n'y ont rien à y gagner. Il ne peut y avoir de rapports « justes » entre le capital et le travail. Une économie au service du peuple, avec une planification globale, est bien la perspective ; et ce n'est qu'en posant la question de « qui décide » que l'on peut aborder les questions du « protectionnisme », ou plutôt, selon nous, celles d'un monopole et d'un contrôle des échanges par les travailleurs, en fonction de leurs besoins d'emploi et de consommation.

Commence alors le problème de savoir dans quelles conditions politiques. Avec Rossi et Antona ? Sûrement pas ! Eux qui pensent d'abord à leurs profits et à leur domination politique. Par une négociation avec Rocard ? Il serait étrange que le loyal gestionnaire du capitalisme en France devienne un redoutable révolutionnaire en Corse. Ça se saurait. La solution politique globale, qui ne se réduit pas aux solutions économiques mêmes justes, pose inmanquablement la question du pouvoir. Un autre avenir économique est dépendant de cette question. Pour que l'économie soit au service du peuple, il faut que ce soit le peuple qui décide et non pas des petits ou grands capitalistes français, corses rapatriés ou européens. La lutte pour la solution globale est cette lutte pour le pouvoir du peuple corse. Pour les révolutionnaires la lutte anticoloniale et libération sociale sont liées. Telle est la seule garantie pour que le peuple soit maître de son destin.

	km ² Superficie	hab. Population	hab/km ² Densité
Corse	8 681	240 000	28
Baléares	5 014	656 000	140
Sardaigne	24 089	1 594 000	67
Sicile	25 708	4 907 000	194



Le mouvement nationaliste

LAURENT CARASSO

LE mouvement nationaliste corse a une histoire continue depuis le milieu des années soixante. Auparavant, et depuis le début du xx^e siècle, à plusieurs reprises étaient apparus de petits courants remettant en cause l'aliénation culturelle, mais avec peu de fondements sociaux (A Cispria avant la guerre de 1914, A Muvra dans les années vingt). Il s'agissait là essentiellement de mouvements culturels, même si porteurs de revendications politiques.

Le grand tournant est celui des années soixante.

C'est paradoxalement le nouvel intérêt porté à la Corse par le pouvoir français (monoculture de la vigne dans la Plaine orientale avec installation des colons rapatriés) qui va déclencher le mouvement.

Dans les années cinquante, la Corse était avant tout la sœur cadette de l'Algérie, les documents administratifs parlaient de « la Corse et l'Afrique du Nord », les étudiants insulaires allaient souvent faire leurs études à Alger, les fonctionnaires corses y étaient affectés, et même l'Eglise avait rattaché la province franciscaine de Corse à l'Algérie. Comme le dit un historien de la Corse (Pascal Marchetti, *Une mémoire pour la Corse*) : « *Tout se passe comme si l'île était plus proche de la rive Sud de la Méditerranée que de la rive Nord.* » Et pendant sept jours, du 25 mai au 1^{er} juin 1958, après l'occupation de la mairie d'Ajaccio (par le 11^e choc, régiment de parachutistes conduit en la circonstance par Pascal Arrighi que l'on retrouvera quelques vingt-cinq ans plus tard aux côtés de Le Pen), la Corse fut rattachée par les putschistes d'Alger aux départements d'Afrique du Nord, Salan y nommant un commandant civil et militaire...

La libération de l'Algérie, venant après celle de l'Indochine, allait déplacer les pôles d'attraction de la Corse, révélant crûment le complet dénuement économique et social dans lequel la France l'avait laissée.

Un autre élément catalyseur fut bien sûr la non-application du Plan d'action régional (PAR) de Gaston Defferre de 1957, et sa reconversion en 1961 en plan d'aide à la réinsertion des pieds-noirs qui profitèrent quasi-exclusivement de la mise en valeur de la plaine orientale et des crédits correspondants.

Fin 1960, se crée le premier regroupement d'intérêt régional dans le Mouvement du 29 novembre rappelant symboliquement le jour de 1789 où la Constituante décida l'intégration de la Corse à l'Etat français. Ce mouvement avait un politicien de droite pour président, le secrétaire de la fédération du PCF pour secrétaire général, et un radical-socialiste pour trésorier. Son

but clairement affirmé était de réaliser cette intégration de la Corse à l'Etat français, à l'instar des autres régions. Ils étaient même en deçà des décisions déjà appliquées par l'Italie vis-à-vis de la Sardaigne et de la Sicile en 1948, et qui avaient permis dans le cadre de l'expansion économique de l'après-guerre un réel développement industriel de ces deux îles. Pendant ce temps, à Paris, on débattait de la suppression de la ligne de chemin de fer insulaire et de l'installation d'un centre d'expérimentations nucléaires sous-marines près de Calvi... Le mouvement eut un réel impact durant trois ans. C'est dans les années soixante que commencèrent les premières « tables rondes » entre représentants insulaires et responsables gouvernementaux avec, au milieu, les notables clanistes incapables de jouer un rôle indépendant du pouvoir central. Cette comédie s'est répétée depuis à l'envi avec toutes les variantes possibles. Malgré de nombreuses dissensions, le programme de ce mouvement était simple : à l'heure des plans de développement économique et industriel mis en place par De Gaulle, l'exigence des couches petites-bourgeoises de l'île de trouver leur place dans cette évolution et l'exigence du rattrapage en termes d'équipements.

En juillet 1966, les démarches combinées des étudiants corses de Paris et des commerçants et libéraux insulaires du CEDIC donneront naissance à Corte au Front régionaliste corse (FRC), première organisation autonomiste. Cohabitent en son sein deux démarches distinctes que l'on retrouvera au fil des vingt dernières années. L'une exprimée par Charles Santoni posant la question corse comme un problème politique global : « *Le développement est quelque chose de plus que la simple croissance économique. Il ne peut exister s'il n'y a pas aussi de progrès social.* » Démarche réformatrice mais se démarquant de celle développée par les amis des frères Siméoni présents dans le CEDIC : « *Le seul but que nous recherchons réside dans l'obtention d'une possibilité de gestion locale de l'économie insulaire.* »

A la veille de 1968, ce dernier courant quittera le FRC, au caractère politique et socialiste trop marqué, pour former l'Action régionaliste corse (ARC), volontairement « apolitique » et porteuse des intérêts des petits commerçants et artisans de l'île. La grève générale de 1968 n'aura pas d'effet sur le développement de ce mouvement, alors que les années soixante auront vu la fermeture des usines de tanin et de la mine

d'amiante de Canari. Les années soixante-dix seront marquées par plusieurs éléments :

◆ La grande mobilisation de février 1973 contre le déversement des boues rouges de la Montedison.

◆ L'affirmation de la coupure du FRC, entre le Partidu di u populu corsu (PPC), première formation d'après-guerre à corsiser son nom et à mettre clairement en avant la revendication d'autonomie, de socialisation des moyens de production, opposé à la régionalisation bourgeoise et capitaliste, et l'ARC qui devait parallèlement suivre l'évolution vers la revendication autonomiste et, poussé régulièrement en avant par sa base, mettre sa pratique en accord avec les petites phrases enflammées de Siméoni.

◆ Les mouvements des agriculteurs qui dans la plaine orientale se mobiliseront contre la politique latifundiaire. Celui-ci atteindra un point majeur avec la prise d'assaut par les CRS et gardes mobiles de la cave Dépeille à Aléria en août 1975.

Dans les années soixante-dix, le mouvement national devient un mouvement de masse, marqué essentiellement par le poids du mouvement paysan, constitué de petits propriétaires poussés à la faillite par la politique du pouvoir, marqué par les émeutes de Ghissonaccia en 1970, de Bastia en 1972, d'Ajaccio en 1974, avant de culminer à Aléria. La place dominante de la paysannerie dans la structuration sociale traditionnelle de l'île lui donnera un rôle de locomotive, entraînant derrière elle le reste de la population et marquant les mobilisations. En même temps, l'ARC, puis l'APC et l'UPC, seront les plus purs représentants politiques d'une couche incapable d'apporter une solution politique. Autour de ce mouvement de masse, se développera un renouveau de l'art populaire, avec la floraison des groupes culturels et la renaissance de l'artisanat, des foires locales... Pris isolément, on pourrait retrouver des éléments comparables dans diverses régions de France à la même époque, mais en Corse l'ensemble se structure dans un combat politique. Celui-ci est marqué par des mobilisations à ce point massive que, durant toutes ces années, les organisations traditionnelles françaises en Corse se trouveront toujours contraintes de soutenir les mobilisations impulsées par le mouvement nationaliste (boues rouges, Aléria, Bastellica-Fesch en 1980).

En 1976, le mouvement prend un tournant avec l'apparition du FLNC. Formé de la fusion de plusieurs groupes, il est la marque de la radicalisation du mouvement des jeunes paysans et de la jeunesse étudiante, lassés des grandes proclamations sans suite des frères Siméoni. Dès lors, et notamment depuis 1980, l'évolution politique du mouvement suivra des lignes fortes.

Dans le cadre d'un mouvement nationaliste interclassiste et dominé par le mouvement paysan jusqu'au milieu des années quatre-vingt, l'affrontement aux forces capitalistes françaises aura pour effet une radicalisation politique constante et, conjointement, le maintien d'une large confusion quant aux objectifs de la lutte, facilitée par le rejet viscéral de la part des organisations du mouvement ouvrier.

La radicalisation s'est faite clairement dans la CCN, composante politique du mouvement nationaliste, au début des années quatre-vingt, avec l'adoption d'un programme anticapitaliste, et l'ancrage de l'UPC dans

la gauche réformiste. Même si 1982 marquera au sein du FLNC et de la CCN l'éviction des représentants du courant clairement révolutionnaire, la radicalisation en son sein ne s'en prolongera pas moins, témoignant de la clairvoyance de ceux qui, en France, voyaient dans le FLNC ou les nationalistes corses un courant fasciste. En revanche, l'incompréhension dominante parmi les forces révolutionnaires en France de la question corse et la ligne marginalisante du FLN au début des années quatre-vingt (avec la politique de répression provocatrice de Broussard et des socialistes) ont facilité pendant plusieurs années la dérive de la ligne IFF, « *I Francesi Fora* » (les Français dehors) du FLN, reprise sans sourciller par le mouvement public. Mettant en avant un intérêt national corse, et limitant de fait le combat politique aux « Français dehors », cette ligne a bloqué pendant deux ans toute avancée politique du mouvement en termes de classe.

En revanche, la construction du Syndicatu di i travagliadori corsi (STC), au milieu des années quatre-vingt, lié au développement de la ligne « *Unita naziunalista* » polarisant l'UPC et développant une ligne systématique de participation électorale, s'il comprend à l'évidence des éléments d'une politique réformiste classique, a donné aussi une nouvelle assise au mouvement nationaliste dans le salariat, la classe ouvrière corse dont la grève générale de 1989 a démontré l'existence et la force. De même, l'ancrage international du mouvement nationaliste en solidarité avec les Basques, les Irlandais, puis les peuples TOM-DOM (Caraïbe, Kanaky), a largement contrebalancé les liens avec les organisations régionalistes européennes (flamandes, valdaostines), largement empreintes de relents réactionnaires. Les journées internationales de Corte ces dernières années, les réunions de Lyon avec l'UPLG et le FLNKS en sont la preuve.

La position adoptée par le mouvement nationaliste lors de la dernière grève montre encore le chemin qu'ont à faire les marxistes révolutionnaires en Corse pour que la classe ouvrière se porte à la tête du combat contre l'Etat français. Mais les luttes des vingt dernières années dans l'île ont prouvé que la lutte des travailleurs, la lutte anticapitaliste, se fera en conjonction avec la lutte contre les structures coloniales de l'Etat français, la classe ouvrière devant se porter à la tête du mouvement de toutes les couches subissant l'exploitation de l'Etat français et des clans.



LA DROITE EN PROIE AU DEMON RENOVATEUR

FRANCIS SITEL

L'entreprise des renovateurs de la droite a fait long feu. Tous d'accord sur l'Europe, disent-ils. Tous en harmonie pour précociser l'union, répètent-ils à satiété. En guise de renouveau, il ne leur reste plus qu'à choisir entre Giscard et Simone Veil. Alors, beaucoup de bruit pour rien ? Après la simulation du massacre des pères, le retour au bercail des innocents ? Certains en concluront que, sous des allures de drame, ce n'était qu'une farce. En fait, ni l'une ni l'autre. Disons, de façon plus mesurée, qu'il s'agit d'une nouvelle étape, et décisive, de la crise de la droite.

L'EXECUTION télévisée de Giscard par Baudis restera peut-être comme un grand moment de la politique médiatisée. Renouveau intéressant de l'art œdipien, fort prisé à droite, du meurtre des pères. Et qui nous rappelle que, selon leur morale politique, il convient de prendre la caractérisation de « tueur » en éloge. Mais, faute d'avoir eu « *le courage d'aller jusqu'au bout* », selon la formule prêtée à Barre¹, le grand chambardement renovateur est retombé en écume. Prix, précisément, de la médiatisation : le coup d'éclat suppose le superficiel et cède à l'éphémère.

Pourtant, dans le thème du **rajeunissement** gîte l'obsession du **renouveau**, c'est-à-dire la conscience inquiète de l'inadaptation croissante des appareils politiques aux réalités sociales. D'où le formidable succès du mot « rénovation » et les troublantes analogies des mouvements qui, à gauche et à droite, travaillent les partis.

UNE DROITE CASSEE

L'audace et l'insolence des « renovateurs » ont été rendues possibles par une situation qu'elles éclairent : pour la droite, le pire est déjà arrivé... Un certain 24 avril 1988. Lorsqu'il est apparu que Chirac était vaincu parce que la droite était brisée en trois morceaux de force quasi comparable : six millions de voix pour le RPR et son chef (20 %), cinq millions de voix pour Barre et l'UDF (16,5 %), quatre millions quatre cent mille voix pour Le Pen

(14,4 %). La stratégie présidentielle de Chirac engagée dès 1974, sous le signe de la trahison, débouchait sur une faillite. L'entreprise téméraire de la cohabitation se soldait par un fiasco. Le seul succès, au demeurant modeste et empoisonné, dont pouvait alors se revendiquer Chirac était gagné contre son camp : l'enfoncement de Barre.

La coalition conservatrice, déjà fort vermoulue, voyait son avenir lui échapper. L'UDF se savait condamnée à l'implosion et le RPR à l'impotence. La droite risquait fort de ne pas être en mesure de résister aux forces centrifuges s'exerçant aux deux bouts. Du côté de Mitterrand et du PS recentré, les appels à l'ouverture, et une perspective de troisième force séduisante pour une droite modérée et non adepte de l'éloignement durable du pouvoir. De l'autre, avec le Front national, la tentation de la radicalisation extrémiste pour regagner l'électorat lepéniste, nécessaire à toute victoire électorale ultérieure. Emprisonner l'UDF et réduire le Front national : deux exigences inconciliables qui ne pouvaient que déstabiliser le RPR.

Incapable de trancher ce nœud gordien, le RPR, et partant la droite entière, s'avérait ne pouvoir être une relève crédible en vue d'une future alternance.

L'ECHEC COMME DESTIN

La droite ne pouvait plus dès lors nier une cruelle évidence : la condamnation à l'échec. Cruelle, parce que, comme le souligne Jérôme Jaffré², la droite a été ma-

1. *Le Figaro* du 11 avril 1989

2. Jérôme Jaffré, *Trente années de changement électoral*, in *Pouvoirs*, n° 49.

majoritaire au premier tour de toutes les élections depuis les cantonales de 1982 : « Majoritaire au premier tour de la présidentielle de 1988 comme aux législatives qui ont suivi, deux élections qu'elle a pourtant perdues. Sa faiblesse réside donc moins dans son audience que dans sa difficulté à agréger ses forces. »

A cette contradiction, Balladur ne voit d'explication que dans la division de la droite, et donc de solution que dans son union. Et de s'interroger : « Combien d'échecs faudra-t-il encore pour que la force de l'union soit comprise par tous³ ? » Sachant, concernant cette union, que « ce sera long et difficile, mais si nous n'y arrivons pas, nous serons encore battus en 1995. C'est pour moi tout à fait évident⁴. »

Paroles qui ne résonnent pas dans un désert : l'obsession de l'échec hante la droite française. Du coup, elle est en attente de médications plus radicales que les soporifiques du docteur Balladur. Celui-ci se lamente sur une faillite qui lui apparaît injuste, sinon purement et simplement inexplicable : « J'ai cru trop longtemps que mener une bonne politique ne manquerait pas d'avoir des résultats, et que les Français le reconnaîtraient⁵. » Bref, l'essentiel relève d'un mystérieux décalage entre l'élite et l'électorat : « Le peuple et nous ne nous sommes pas compris mutuellement⁶. »

Les dirigeants de la droite soucieux d'aller au-delà de cette aristocratique complainte ne pouvaient que se montrer réceptifs à un propos plus rêche. Celui de Jean-Louis Bourlanges, conseiller de Chirac entre 1984 et 1985, qui « lassé de jouer les Cassandre au sein d'une équipe qui ne croyait qu'aux bonnes nouvelles » regagna son « corps d'origine, la Cour des comptes », et publia en novembre 1988 *Droite, année zéro*. Son diagnostic a le tranchant d'un verdict : « La droite française, telle qu'elle s'est progressivement organisée sous la V^e République autour du mouvement gaulliste, connaît aujourd'hui une crise profonde⁷. » Et de brocarder dans les droites « leur tenace incapacité à pénétrer le secret des disgrâces successives qui les frappent⁸ ».

Bref, là où Balladur s'interroge, Bourlanges propose des réponses. Sa *Droite*,



Extrait du Monde.

année zéro était appelée à devenir le viatique des renovateurs au moment où ils allaient franchir le Rubicon de l'offensive publique.

CANDIDATS A LA RELEVÉ

La conjonction du bilan des municipales et de la préparation des européennes a permis l'offensive éclair desdits renovateurs. Le triomphe de Michel Noir à Lyon, les succès confirmés de Baudis à Toulouse et de Carignon à Grenoble, ont donné la légitimité nécessaire aux « cadets ». Au sein d'une droite qui semble condamnée à aller d'échec en échec, ils ont en effet témoigné de la capacité à gagner en affirmant un profil qui, au-delà des partages anciens entre l'UDF et le RPR, apparaît commun : celui du recentrage. Se déchargeant sans gêne du fardeau des défaites antérieures sur la génération précédente, au seul prétexte de l'âge, ces maires new-look se targuent aussi d'être exempts des excès néo-libéraux dont le gouvernement Chirac s'est rendu coupable. Quant à Michel Noir, après ses appels courageux à lever toute ambiguïté par rapport à Le Pen, et la démonstration faite qu'on peut sauver son âme et gagner les élections, il symbolise, en conjonction avec Simone Veil, la nécessité pour une droite qui se veut civilisée et conquérante de lever l'hypothèque lepéniste.

Quant à la préparation des européennes, réduite à la propulsion de Giscard à la tête de la liste d'union RPR-UDF, elle offrirait l'occasion d'une percée médiatique brillante. La médiocrité d'un remake si grossièrement fagoté ne pouvant donner que l'éclat maximum à l'affirmation véhémement

3. Edouard Balladur, *Passion et longueur de temps*, Fayard, Paris 1989, p. 235.

4. *Ibid.*, p. 356.

5. *Ibid.*, p. 92.

6. *Ibid.*, p. 280.

7. Jean-Louis Bourlanges, *la Droite année zéro*, Flammarion, 1988, p. 18.

8. *Ibid.* p. 17.

de la nécessité pour la droite de se rajeunir pour se rénover !

Ayant renoncé, ou n'en ayant jamais eu l'intention, à aller jusqu'au bout de cette offensive — la présentation d'une liste —, les rénovateurs ont dû se limiter à opérer cette percée médiatique préparant l'élection présidentielle. Une fois piqué Giscard, et banderillé Chirac, reste à attendre l'après-18 juin et l'heure de l'estocade : « *Au lendemain de l'élection présidentielle personne dans l'opposition ne peut dire : "Je suis investi d'une sorte de droit à être candidat dans six ans." Il faut donc profiter de ce vide pour créer le mécanisme qui permettra d'éviter le trop-plein.* » (Dominique Baudis, in *le Monde* du 12 avril 1989). Bourlanges, toujours lui, préconisait l'instauration de « *procédures de sélection* » et « *de mise en congé* » pour discipliner les rivalités au sein de la droite⁹.

Reste à s'interroger sur la fiabilité du mécanisme rénovateur. L'incapacité à faire le saut du « coup » médiatique, couronné d'un succès dont ont témoigné les sondages, à l'opération électorale qui seule aurait pu transformer l'essai et créer l'irréversible, est susceptible de tout remettre en question. L'interruption d'une guerre éclair peut gâcher un capital si aisément gagné à l'audimat. Et permettre aux appareils, en fait celui du RPR, de reprendre l'initiative. Les rénovateurs, qui ont affiché leur ambition de créer un mouvement politique, s'en trouveraient définitivement ramenés à ce qu'ils sont : une bande.

Cette autolimitation était le prix obligé du refus de créer l'irréparable par rapport au RPR. Ce qui faisait la position clé des rénovateurs du RPR, Séguin et Noir, constituait aussi le frein moteur de toute l'opération. Ce qui a amené Baudis à en tirer des conséquences on ne peut plus claires : « *Nous prendrons date pour le 19 juin, ce qui n'empêchera pas chacun de nous, à titre personnel, de soutenir la liste de son choix, car on ne veut pas se mettre en situation d'être exclu par les appareils, comme ils en auraient peut-être la tentation*¹⁰. »

Tel était bien le talon d'Achille du projet : au regard de la création d'un nouveau

mouvement politique à droite, le RPR reste incontournable.

LES ALEAS DE LA RECOMPOSITION

Les faiblesses des rénovateurs sont en elles-mêmes révélatrices de l'ambition dont ils font montre. S'il ne s'agit que de substituer les premières places, des accommodements s'avéreront possibles, les appareils sauront y travailler. Mais une lucidité politique certaine les a amenés à revendiquer la nécessité d'un projet politique. Pour rompre la logique de l'échec, la droite doit renaître et subir une recomposition. Bref, il faut à la droite **un nouveau parti**.

Le cas de figure est inédit. Certes, la droite et son électorat n'entretennent pas les mêmes rapports à leurs partis que le mouvement ouvrier, ils peuvent se satisfaire de regroupements plus hétéroclites et circonstanciels, dans la mesure où la défense d'intérêts établis est un ciment plus solide que bien des programmes. Reste que, même dans ces limites, la constitution d'appareils politiques efficaces suppose le feu d'événements d'ampleur et, souvent, l'intervention d'un homme appelé à devenir « providentiel ». Les conditions politiques présentes, spécifiques, obligent à se poser le problème différemment, comme à froid... Et ce, du fait de la situation paradoxale où a conduit l'évolution de la V^e République : alors que la suprématie électorale de la droite, après s'être érodée après 1968 et avoir été perdue en 1981, a été reconquise immédiatement et conservée depuis, celle-ci n'a pu se traduire en victoire politique.

Contrairement à l'illusion entretenue par la « vieille garde » que le salut est dans l'union, les rénovateurs ont compris que cette situation renvoie à des bouleversements en profondeur de la société française, et que la droite, si elle veut changer le cours des choses, est contrainte à une refonte.

La division de la droite, en effet, n'est pas, contrairement à ce que croit Balladur, la simple résultante de la ruse de Mitterrand et de la malignité de Barre. Mais bien le produit d'évolutions sociales et politi-

9. *Ibid.* p. 29.

10. Dominique Baudis, in *le Monde*, 12 avril 1989.

ques fondamentales, qu'expliquent aussi bien J.L. Bourlanges que J. Jaffré, qui s'appellent recul du catholicisme, affaiblissement de la paysannerie, montée en force des couches moyennes salariées, salarisation croissante des femmes et modification de leurs comportements politiques, discrédit de la « culture autoritaire » dont le gaullisme est empreint...

Les années quatre-vingt, jalonnées par la double victoire de Mitterrand, correspondent à un changement fondamental des équilibres politiques, dans le cadre des institutions de la V^e République qui induisent une bipolarisation de la vie politique. A une opposition entre gaullisme et PCF s'est, au cours des années soixante-dix, progressivement substituée celle entre PS et droite. Celle-ci a permis les victoires de Mitterrand, d'abord grâce à la montée en puissance de l'Union de la gauche, puis par la place nouvelle occupée par le PS face à une droite éclatée. Derrière ces évolutions électorales se jouaient le double destin du PCF, réduit au déclin, et du parti gaulliste, condamné en tant que force autonome. Jérôme Jaffré souligne qu' « à partir de 1973, le poids du gaullisme dans le total des voix de droite et du centre devient minoritaire et il le restera sans discontinuer jusqu'en 1988¹¹ ».

En ce sens, les échecs de la droite renvoient bien d'abord à des incapacités politiques. Celle de Giscard qui, après 1974, a préféré le compromis avec Chirac et le RPR à la tâche ardue de construire un parti correspondant à la nouvelle majorité présidentielle. Celle, en 1986-1988, de Chirac à maîtriser, et même, si l'on en croit Bourlanges, à percevoir, l'instabilité électorale provoquée par l'expérience gouvernementale de la gauche ; ce qui devait l'amener à se noyer dans les turbulences de la cohabitation.

Ces erreurs politiques sont elles-mêmes l'expression d'incapacités plus fondamentales : le « décalage » que ressent Balladur sans pouvoir l'analyser, et que Bourlanges caractérise comme le « dérèglement progressif des rapports que la droite entretient avec la société française¹² ».

On peut suivre ce dernier dans son analyse de ce qu'il estime être pour la droite « deux évolutions destructrices », l'une en termes de « déficit de modernité »,

l'autre d'impuissance à faire face à la crise économique. D'où un double affaiblissement : du côté des couches moyennes salariées, réfractaires à une certaine « culture autoritaire », d'une part, et, de l'autre, dans une base populaire qui, broyée par la crise, se trouve aspirée par l'extrémisme archaïque du Front national.

C'est, dit en un certain style, le constat que Chirac s'est trouvé, faute d'un projet politique cohérent, piégé par les contradictions sociales de la bourgeoisie. Sa politique, sans l'être assez pour endiguer le lepénisme, a été suffisamment réactionnaire pour provoquer un soulèvement social, entraîné par la jeunesse, qui mit en déroute un néo-libéralisme trop sûr de lui. J-L Bourlanges reconnaît que les luttes et les déconvenues de l'hiver 1986 « ont vite montré les limites de la révolution libérale à laquelle le pays était prêt à consentir ». Balladur soi-même y consent qui explique longuement quelle défaite pour son gouvernement ont représenté ces mouvements qu'il compare à Mai 68.

« Le suicide de la droite, explique J-L Bourlanges, tient en partie à cette oscillation douloureuse entre un statu quo technocratique hérité des belles années de la V^e République et une nostalgie ultralibérale, sorte de fantasme sadomasochiste surgi d'un autre âge à l'usage d'une société qui joue à se faire peur avec son propre déclin¹³. » D'où l'appel à « une véritable révolution culturelle sur l'ensemble du territoire politique compris entre le PS et l'extrême droite¹⁴. »

C'est formuler une ambition qui est celle des rénovateurs : non pas seulement rénover la droite, et *a fortiori* la réunifier, mais la recomposer organisationnellement et politiquement, afin de dresser face au PS un challenger apte à emporter la prochaine partie présidentielle. Il n'empêche que le caractère brouillon de leurs initiatives indique le hiatus entre volonté et capacité.

La « modernisation », en effet, n'est pas seulement affaire d'âge et de look. Elle suppose un projet politique.

UN AVENIR INCERTAIN

Ce qui divise et paralyse la droite ce n'est pas la volonté de recomposition,

11. Jérôme Jaffré, *op. cit.*

12. Jean-Louis Bourlanges, *op. cit.*, p. 19.

13. *Ibid.*, p. 21.

14. *Ibid.*, p. 31.

unanimentement revendiquée, mais la question des bases de celle-ci et du projet qui doit la porter.

Les leaders de la droite ont de longue date compris le caractère dépassé des regroupements existants. Soit pour les caractériser comme artificiels ou secondaires, afin de prôner une unification du RPR et de l'UDF. Soit, plus lucidement, pour souligner qu'ils ne correspondent plus aux clivages réels qui partagent et l'UDF et le RPR.

Du premier discours, Balladur s'est fait le champion. Dès mars 1988, il publiait dans *le Monde* un article intitulé « L'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF » dans lequel il expliquait : « *L'existence dans l'actuelle majorité de deux grands mouvements politiques est pour elle une source d'incertitude. Elle constitue un risque pour toutes les élections, générales ou partielles.* » « *L'intérêt de la majorité est de mettre fin à cette organisation en deux mouvements, qui pose un problème à chaque élection*¹⁵. » Quant à Simone Veil, dès mars 1987, elle défendait une autre analyse dans les colonnes du même journal : la réalité, et même l'accentuation, des clivages au sein de la droite, en précisant qu'« *en fait, ces clivages ne se situent pas entre l'UDF et le RPR, mais à l'intérieur de chacune de ces formations* ». Et, à la perspective d'un rassemblement de la majorité, elle en opposait une autre : « *Que se constitue clairement deux partis, l'un au centre, l'autre à droite*¹⁶. » L'histoire récente témoigne qu'il ne suffisait pas, pour le RPR, de rallier Giscard et Léotard, et de « tuer » Barre, pour exorciser ce second projet qui, bien que malingre, semble avoir la peau dure.

Sans doute parce que la réponse à la crise de la droite ne saurait se réduire à une simple redistribution des cartes. Car elle combine une crise du gaullisme et un maintien du RPR comme principal appareil politique de la droite.

De Gaulle avait su gagner à la droite une hégémonie politique dans le cadre des institutions existantes, grâce au maintien dans l'opposition du PS, accusé d'être prisonnier du PCF, et à la marginalisation de l'extrême droite. Situation qui lui assurait une base populaire aujourd'hui perdue.

Cet équilibre s'est effondré du fait du déclin du PCF et de l'irruption du phénomène Le Pen. Mais ce sont les principes mêmes du gaullisme — une conception bonapartiste du pouvoir, une tradition de nationalisme et d'anti-parlementarisme... —, qui ont été minés par les effets de la crise capitaliste, des transformations sociales, du choix de l'intégration européenne.

Sous le vocable « rénovation », c'est bien ce problème qui se trouve posé : la définition d'un projet politique qui redonne à la droite une identité adaptée aux réalités actuelles. Mais **quel projet**, telle est la question. Or, entre le RPR et le PS, les outrances archaïques des uns et les prudenances modernistes des autres, à quelle version originale du néo-libéralisme peuvent prétendre nos rénovateurs ? L'hostilité des appareils, et des moyens de presse qu'ils influencent, à l'égard de ces derniers, outre un inévitable conservatisme de bon aloi, témoigne d'une inquiétude plus profonde : si refondre la droite est bien une nécessité, reste à savoir quel nouvel alliage est possible. D'autant que le recentrage proposé par les rénovateurs suppose réglée une question qui ne l'est sans doute pas : savoir où se situe aujourd'hui le centre de gravité de la droite. En effet, les équilibres institutionnels, en mesure d'assurer une victoire électorale face au PS, peuvent être appréciés en fonction d'un modèle théorique : un jeu d'alternance entre deux partis modérés et quasi-jumeaux. Il n'en est pas de même des évolutions sociales susceptibles de modifier brutalement ces modèles institutionnels...

Les scores respectifs des listes centriste et RPR-UDF aux élections européennes peuvent accélérer ou condamner le projet rénovateur. En tout état de cause ils ne sauraient réconcilier les voies divergentes sur lesquelles sont engagés le CDS et les rénovateurs, d'une part, Léotard-Pasqua de l'autre... Quant à Chirac-Balladur, hormis d'être débarrassés de Giscard, rien ne sera résolu pour eux.

Tant il se confirme que, si plus va la crise plus s'affirme l'aspiration au renouveau, les voies et les moyens de celui-ci ne s'en dessinent pas pour autant clairement. A droite aussi. A droite, avant tout...

15. Edouard Balladur, *in le Monde*, 18 mars 1988.

16. Simone Veil, *in le Monde*, 23 mai 1987.

● Entretien avec Jean-Paul Deléage

Ecologie et socialisme

La Nouvelle Gauche, ainsi que le PSU, a décidé de soutenir la liste des Verts aux élections européennes. Plus qu'une simple consigne de vote, il s'agit d'une orientation fondamentale qui ouvre la possibilité d'une entrée dans le Parti vert. Un tel choix est évidemment significatif de certaines évolutions politiques actuelles.

Dès la rentrée prochaine, nous engagerons le débat sur ces questions. Mais, sans attendre, nous avons demandé à Jean-Paul Deléage de nous expliquer les coordonnées de la réflexion ainsi engagée.

Critique communiste : La coordination générale de la Nouvelle Gauche a décidé, le 22 avril dernier, de soutenir la liste des Verts aux élections européennes. Au-delà de la conjoncture électorale, cette décision répond à une orientation stratégique : ce que vous appelez le « choix écosocialiste ». Peux-tu nous expliquer ce « choix » ?

Jean-Paul Deléage — Cela va, en effet, bien au-delà de la tactique électorale. Nous partons d'un constat qui est le suivant : depuis une dizaine d'années, le monde est entré dans une crise écologique qui, pour la première fois sans doute dans l'histoire de l'humanité, prend une dimension mondiale. Cette crise écologique est inséparable de la grande crise économique et sociale dans laquelle le monde est plongé depuis dix à quinze ans. Autrement dit, si on cherche des issues socialistes à cette crise, des issues positives pour la grande masse des gens, des issues démocratiques, celles-ci devront évidemment trouver un chemin politique, devront apporter des réponses sociales, mais elles ne seront satisfaisantes que si elles apportent aussi des réponses aux problèmes écologiques. Et, inversement, les problèmes écologiques ne seront résolus de façon satisfaisante que par une transformation sociale profonde. D'où l'accouplement de ces deux mots, « éco » pour écologique et « socialiste », qui montre assez bien les deux dimensions du problème.

Quelques mots sur la dimension mondiale de la crise écologique. Qu'on se réfère aux grands accidents nucléaires,

comme Tchernobyl, à la destruction massive des ressources naturelles dans le tiers monde, maintenant tout le monde parle de la destruction de la forêt amazonienne, au trou dans la couche d'ozone, aux changements climatiques possibles à cause de l'augmentation du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère... On voit qu'aucune région de la planète n'est épargnée. Même si les responsabilités ne sont bien évidemment pas partagées. Il s'agit là d'une nouveauté dans l'histoire de l'humanité, qui nous oblige à considérer cette question des rapports des sociétés à la nature comme une question majeure. A mes yeux, c'est aussi important dans la pratique politique et dans la réflexion théorique que tout ce qui concerne la lutte des classes, et qui est classique pour des marxistes révolutionnaires depuis plus d'un siècle.

Le choix écosocialiste part donc du constat de cette double crise dont les deux éléments sont absolument indissociables. J'ajoute que cette crise, qui sévit dans les pays capitalistes développés, sévit aussi avec beaucoup de violence, et se paye déjà cher sur le plan social, dans les pays du tiers monde, et elle prend des dimensions de catastrophes dans les pays prétendus socialistes : URSS, Pologne, dont malheureusement on dit qu'il s'agirait du pays le plus pollué du monde, et, avec des caractéristiques qui rappellent beaucoup ce qui se passe dans le tiers monde, Chine et Vietnam...

Cette situation oblige à remettre en question les fondements mêmes des transformations sociales dans ces pays. Les

éléments de celle-ci sont pour une large part déjà définis en ce qui concerne les structures sociales, telle que la bureaucratie au pouvoir. Mais pour cet autre aspect qu'est la destruction de la nature, il s'agit de quelque chose qui commence seule-



ment à émerger dans la critique. Ici, mais aussi dans les autres pays. C'est une caractéristique des mouvements en Pologne, en Tchécoslovaquie, et en URSS même aujourd'hui.

C. C. — Outre ces fondements théoriques, quel est le projet politique ?

J.-P. D. — Ce que je viens de dire a un certain nombre d'implications au niveau de l'analyse, mais aussi, effectivement, du projet politique. Des gens qui prétendent être les ferments d'une transformation ré-

volutionnaire de la société doivent en être porteurs. Cela implique qu' on ne réfléchisse pas seulement en termes de prise du pouvoir d'Etat, en termes stratégiques traditionnels tournant autour de la question du pouvoir. Cela est en effet très important, mais on doit réfléchir aussi en termes de projet de société.

C'est toute la réflexion autour de ce que les marxistes appellent, en termes classiques, le développement des forces productives. Jusqu'à aujourd'hui les partis dits ouvriers, traditionnels, qui se réclament en général du marxisme, ont vu la transformation socialiste comme l'achèvement d'un certain processus de développement des forces productives. Achèvement au sens où les structures capitalistes constituaient un blocage, un gaspillage dans toute une série de domaines de la production. Le fait que le pouvoir politique change de mains créait les conditions d'une libération des forces productives. Je crois qu' aujourd'hui c'est cette vision qui est en cause. « *Libération des forces productives* », on peut accepter le mot, à condition qu'il ne désigne pas seulement une croissance quantitative, une multiplication des objets produits, des biens manufacturés... Parce qu'un des éléments de la crise écologique est que ce modèle de développement qui pour l'essentiel a prévalu depuis le début des années cinquante, plus tôt aux Etats-Unis, est fondé sur une consommation des ressources dont la généralisation serait absolument insupportable. Il faut penser ce développement des forces productives autrement. Comment faire aussi bien, comment faire mieux, en faisant autrement ? Comment faire en sorte que la grande masse de la population puisse accéder à une série de biens et de services sans que cela mette en danger les grands équilibres écologiques ? Voilà une série de questions ayant des implications concrètes pour un pays comme le nôtre.

On ne peut pas imaginer une transformation sociale si on ne réfléchit pas au problème de l'alternative dans le domaine industriel, dans le domaine agricole, dans le domaine énergétique. Je prends deux exemples. Le premier dans le domaine de l'agriculture. Tout le monde sait que de-

puis la fin de la Seconde Guerre mondiale la production agricole est assurée par un nombre de travailleurs de moins en moins important. En France, on est passé de sept millions et demi d'actifs dans le secteur agricole à à peine plus d'un million aujourd'hui. On imagine ce que cela signifie en termes de possibilité de dégagement de force de travail vers d'autres secteurs. Ce qui présente un certain intérêt, par exemple du point de vue de l'élévation de la productivité du travail. Mais ce développement s'est fait au détriment des écosystèmes, qu'on songe à la pollution de l'eau qui commence à poser des problèmes graves dans un certain nombre de régions françaises. Et il s'accompagne de ce qu'on appelle la déprise agricole. C'est-à-dire que, d'ici l'an 2000, six millions d'hectares à l'échelle de la France, à l'échelle de l'Europe on parle de vingt millions d'hectares, vont retourner à la friche. Il y a là des effets écologiques dont les conséquences négatives semblent assez évidentes, en particulier dans les pays méditerranéens. Et des conséquences sociales en termes de pertes d'emplois, d'endettement d'un certain nombre d'agriculteurs. Ces transformations s'accompagnent de la concentration de la terre dans un nombre de mains de plus en plus réduit. Il faut effectivement inventer une autre politique agricole, respectueuse des hommes et respectueuse de la nature.

L'autre exemple est celui de l'industrie, en particulier celle de l'énergie. On retombe sur un problème classique, qui a fait l'objet de beaucoup de luttes écologiques ces vingt dernières années. Dans le domaine de la production d'énergie, les solutions ont été cherchées par les grands programmes nucléaires, en particulier en France. Aujourd'hui, on sait que ces « solutions », qui peuvent résoudre temporairement les problèmes, en posent beaucoup de nouveaux. Par exemple, les problèmes liés au développement de la filière surgénératrice, les surcapacités de production électrique, et surtout ceux du stockage et de la gestion des déchets qui vont se poser des centaines et des centaines d'années. Un mouvement politique qui se propose de contribuer au changement radical de la société ne peut pas ne pas

prendre en compte ce problème-là et rechercher des solutions alternatives.

C. C. — A ce propos, peux-tu préciser la notion de productivisme qui apparaît centrale dans la critique écologique ?

J.-P. D. — Tout ce qui vient d'être dit a des implications théoriques importantes ; en particulier en effet autour de ce mot qui est beaucoup utilisé par le mouvement écologique : productivisme. C'est un mot qui recouvre une notion assez intéressante et que le marxisme originel peut nous aider à approfondir. Au fond, le productivisme je l'analyse comme le fait d'une société dans laquelle la production est sa propre fin, au sens où la finalité de la production c'est la production elle-même. Je crois que Marx a très bien montré, et c'est lui qui l'a le mieux montré, qu'une des grandes ruptures que marque la société capitaliste par rapport à toutes les sociétés antérieures est que, alors que dans ces dernières l'argent n'était qu'un intermédiaire entre deux phases de la production (le fameux cycle $M \rightarrow A \rightarrow M$), dans la société capitaliste, le cycle ne peut être vu comme cela, mais plutôt $A \rightarrow M \rightarrow A$. C'est-à-dire que la marchandise n'est plus qu'un intermédiaire dans le cycle de l'argent, dans la genèse du profit. Et dans la mesure où la finalité de la marchandise n'est plus d'abord une valeur d'usage, mais d'exister comme valeur d'échange. Je crois qu'il y a là le « secret » du productivisme. En tout cas dans les sociétés capitalistes. Pour comprendre le productivisme dans les sociétés prétendument socialistes, il faut analyser d'autres mécanismes, c'est sans doute un défi plus difficile à relever pour les marxistes.

Outre ces fondements théoriques, il y a une autre implication qui me semble aussi importante. C'est que, malgré tout, et malgré ce que je viens de dire, je crois qu'il y a des lacunes dans la théorie marxiste. Il y a une lacune immense, c'est celle du rapport des sociétés à la nature. Quand ils lisent ce qu'a écrit Marx sur cette question, bien souvent ses héritiers essayent de se raccrocher à quelques formules, toujours les mêmes. En réalité, je crois que la nature n'a pas un statut satisfaisant dans

la théorie marxiste. Il y a là un immense chantier théorique et pratique à ouvrir.

C. C. — *Si l'on revient au champ directement social et politique, quelles sont les implications de ces analyses sur la crise écologique ?*

J.-P. D. — Elles sont d'autant plus importantes que toutes les questions qui sont au cœur du débat sur le travail et le temps de travail leur sont directement liées. Je suis pour ma part persuadé qu'aujourd'hui en Europe la question des trente-cinq heures est d'une actualité toujours aussi brûlante. Si on pose cette question dans la perspective que j'ai indiquée de la gestion des ressources naturelles, d'un développement technique plus équilibré, réellement au service des êtres humains, ce n'est pas la question des trente-cinq heures qu'on peut poser, mais bien celle des trente heures et, au-delà, celle de la demi-journée de travail, avec les formidables perspectives que cela ouvre au niveau du développement social. Ce sont là des thèmes qui ont été portés à différents moments par le mouvement écologique. Pas exactement dans

les mêmes termes que le mouvement ouvrier, mais qui incontestablement ont été portés par lui. Mais il y a eu des défaites, par exemple autour du programme nucléaire français, en particulier après Creys Malville qui a marqué le sommet du mouvement de masse. D'où un reflux, quant à l'apparition de ce mouvement, et sur le terrain des valeurs qu'il défendait. Un certain nombre de thèmes, qui pouvaient apparaître utopiques, mais qui rejoignaient des thèmes originels du mouvement ouvrier, comme le droit à la paresse et d'autres, ont complètement disparu au début des années quatre-vingt.

Le projet écosocialiste, c'est un choix stratégique qui vise à articuler ces deux aspects du changement social : ceux qui touchent aux rapports des êtres humains entre eux, avec l'abolition de l'exploitation, et tout ce qui concerne les rapports à la nature, vus non pas sous la forme de quelque chose de stable et d'invariant mais comme un ensemble de ressources dont la société doit précisément pérenniser la productivité, le potentiel productif, etc.

Et cela est d'autant plus important qu'il faut bien reconnaître qu'en ce qui



concerne les syndicats ouvriers et les partis de gauche, il y a eu plus qu'une négligence sur ce terrain. Ce fut un rejet systématique de toute cette critique écologique, en particulier de la part du PCF et de la CGT sur le plan syndical. Je pense qu'un des aspects de ce qu'il faut bien appeler la crise générale du communisme dans le monde, et en particulier en France, est lié à cette question. Et bien sûr à beaucoup d'autres, il ne s'agit pas de réduire le déclin du PCF par exemple à cette seule question. Mais, pour une part, ce rejet dogmatique, sectaire, renvoie au fait que le mouvement écologique remettait en cause les fondements de la vision du changement social qu'avaient les dirigeants de ce parti.

C. C. — Ces carences du mouvement ouvrier à intégrer la dimension écologiste ne risquent-elles pas de conduire, du côté des Verts, à un phénomène symétrique de rejet des références et des valeurs portées par le mouvement ouvrier ?

J.-P. D. — Je ne prendrais pas les choses tout à fait comme cela. Je pense qu'il faut d'abord comprendre ce que je viens de rappeler pour comprendre l'attitude des écologistes ; et en particulier du Parti vert en France, car ce n'est pas le cas des écologistes partout.

Je partirai plutôt du bilan, parce que c'est mon bilan aussi, des tentatives qui ont été faites à l'intérieur même du mouvement ouvrier et sur ces marges. La LCR est assez bien placée pour faire un retour en arrière sur vingt ans, et même un peu plus, de tentatives de construction d'une force politique autonome sur les marges du mouvement ouvrier classique. Le bilan que je tire de ces tentatives est un bilan d'échec. Je parle de l'organisation que j'ai connue, dont j'ai été le militant, la LCR. Celle-ci était porteuse d'une série de valeurs antibureaucratiques, pour l'autogestion, réellement, dans les luttes ; c'est une organisation qui avait assez bien saisi l'importance des mouvements de jeunesse dans les processus de radicalisation sociale, en tout cas dans nos pays ; c'est une organisation qui n'était pas totalement indifférente aux problèmes écologiques... Mais elle a toujours essayé de situer sa

démarche à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé, en se considérant comme partie prenante de celui-ci. Je crois qu'aujourd'hui on peut malheureusement tirer un bilan d'échec de cette tactique et des choix stratégiques dont elle découlait.

Or, dans la démarche des mouvements écologiques, et en particulier du Parti vert, est d'une certaine façon présent ce bilan-là. Dans la volonté d'affirmer « *ni droite, ni gauche* », plusieurs discours se superposent. Il y a d'abord le discours qui recoupe ce que je viens de dire, à savoir l'idée que si on veut construire une force nouvelle il faut se définir de façon autonome, par rapport à la droite cela va de soi, mais aussi par rapport aux partis et aux organisations de gauche. Cela résulte pour un certain nombre de militants de ce Parti vert, qui viennent des organisations d'extrême gauche, des leçons qu'ils peuvent tirer des organisations maoïstes, mais aussi d'expériences du type de celle que moi je considère comme un certain échec dans le cas d'une organisation comme la Ligue et de son projet. Il y a également les constats qu'ils peuvent faire à propos d'une organisation comme le PSU qui est un parti qui fort tôt est apparu très sensible à ces idées de socialisme autogestionnaire, d'écologie, etc. Or, quel est le bilan ? Celui que tirent les dirigeants Verts aujourd'hui est que le PSU a fourni beaucoup de cadres au Parti socialiste, que le Premier ministre, que le ministre des Finances et beaucoup d'autres en sortent. Cela explique beaucoup de choses. Sans justifier pour autant, à mes yeux, un mot d'ordre « *ni droite, ni gauche* » qui, pour tout un courant de ce Parti vert, recouvre l'idée qu'un tel slogan peut être payant électoralement et qu'on intérêt à aller chercher des voix à droite et à gauche ; et que, pour cela, il faut montrer qu'on prend ses distances, surtout avec la gauche.

Je crois qu'il y a dans ce mot d'ordre des Verts, qui peut aboutir à un rejet de la critique au plan social, toutes ces démarches superposées. Ce qu'est le Parti vert aujourd'hui, la forme de son discours, sont des choses qu'il faut essayer de comprendre, pour aller au-delà, gratter en dessous de ce slogan, afin de voir quelle est la réalité de ce parti. Une lecture assez attentive de ses écrits, en particulier de son

programme européen, est assez intéressante de ce point de vue.

C. C. — *Reste que la radicalité de certaines propositions des Verts coexiste avec un positionnement politique général qui est de refuser les grands clivages politiques qui structurent le champ social...*

J.-P. D. — Si on réfléchit aux grands problèmes, cette fois sur le terrain politique, auxquels nous sommes confrontés, aux grandes forces qui sont aujourd'hui en place en Europe, que voit-on ? Il y a la droite, dans ces différentes composantes, avec des couleurs quelque peu différentes selon les pays, leurs histoires. Il y a aussi un fait majeur qui se dessine en Europe, c'est l'importance de la social-démocratie... En Allemagne, dans l'Europe du nord, et dans les pays du sud : Grèce, Espagne et Italie, avec des modalités différentes puisque apparemment le PCI cherche à disputer l'hégémonie d'un grand parti réformiste au Parti socialiste de Craxi. On ne peut qu'être impressionné par les déclarations à Republica d'Ochetto qui, avant de partir aux États-Unis, explique qu'un seul pays aurait réussi à faire se rejoindre dans son développement l'efficacité et la liberté : les États-Unis. Et quand on gratte un peu son discours au congrès du PCI, qui reprend les thèmes de l'écologie, du féminisme, qui peuvent paraître gauche, on voit très bien quelle dynamique ils recouvrent...

Je ne crois pas, par ailleurs, que ces partis puissent être au pouvoir sans un minimum de consensus avec les classes dirigeantes concernant la gestion des sociétés. Ce qui veut dire que le terrain au centre gauche et au centre est occupé durablement par ces partis. Je ne parle pas de la Grande-Bretagne qui constitue un cas à part, mais de l'Europe continentale. A mon avis, cela va nécessairement avoir des conséquences pour les partis écologiques qui représentent ce qu'il y a de nouveau en Europe depuis une dizaine d'années sur le terrain de l'expression politique. Il y a là une logique politique qui, normalement, doit les rejeter plutôt vers la gauche et doit contribuer à leur radicalisation. Je crois qu'aucun de ces partis verts n'échappera à cette dynamique, pas

même le parti français qui pour l'instant s'en défend.

Quand on réfléchit à la situation politique globale, et pour rester sur les questions écologiques, il est frappant qu'il y ait une prise de conscience de l'importance de ces problèmes au niveau des classes dirigeantes dans le monde. Voici, par exemple, un extrait d'un rapport de l'Institut des ressources mondiales, une agence de l'ONU, pour la Banque mondiale : « *Ne nous faisons pas d'illusions, la prise de mesures concrètes destinées à stopper les dégâts massifs infligés à l'environnement terrestre demandera une mobilisation des volontés politiques, une coopération internationale et des sacrifices connus jusqu'ici en temps de guerre, ces sacrifices seront aussi d'ordre financier, etc.* » Face à ces problèmes, il y a bien une prise de conscience dans toutes les classes de la société. Y compris les classes dirigeantes. Ce n'est pas nouveau, on avait eu le rapport du Club de Rome en 1973-1974. Mais aujourd'hui c'est un nouveau discours qui se développe sur ce terrain, on s'apprête à affronter ces problèmes. C'est aussi le cas en France, du côté du Parti socialiste. Ce sont les réponses bourgeoises classiques qui vont se payer par des sueurs, des larmes et du sang pour les plus pauvres et les exploités... Les partis sociaux-démocrates en Europe sont prêts à chevaucher ce type de solutions, en les aménageant, en leur donnant un « côté social ».

Et il y a les réponses que donne un parti comme le Parti vert en France qui sont plutôt, je pense, des réponses de type réformiste. On peut être tout à fait d'accord avec les objectifs qui sont proclamés dans le programme européen des Verts, mais la grande question c'est : quels groupes sociaux, quelles couches sociales, quelle stratégie réelle dans la société concrète, pour porter ces revendications, ces exigences de transformations profondes ? C'est là que les réponses du Parti vert ne sont pas du tout satisfaisantes, et que même, dans une certaine mesure, il n'y a pas de réponse. Je pense, mais son attitude dans les mois à venir nous éclairera là-dessus, qu'au fond ce parti a des visées tout à fait réformistes, à l'intérieur du système existant, qui peuvent se traduire par des compromis du type rose-vert comme

ceux qu'on voit se dessiner actuellement en Allemagne. Mais il y a d'autres réponses possibles, qui sont de type révolutionnaire. On peut, sans attendre un bouleversement social qu'on pourrait qualifier de révolution, avancer des éléments de réponses qui bloquent réellement des projets dangereux, qui permettent des luttes de masse importantes, en se situant dans une perspective ouvertement définie comme de transformation sociale radicale. C'est là que notre responsabilité est particulièrement engagée. On ne peut plus, dans la situation présente, dans un pays comme la France, faire comme si n'existait pas un Parti vert qui, sur le plan électoral, représente autour de 10 % de l'électorat. Même si les élections ne sont pas tout, c'est quelque chose qui compte dans un pays comme le nôtre. Pour nous, la présence de ce parti, avec surtout la dynamique sociale qui s'est reconnue en lui dans les dernières élections, c'est quelque chose qu'on est obligé de regarder en face. J'avoue qu'une question que je me pose est la suivante : puisque nous avons la prétention de participer à la création d'une force rouge-verte, est-il possible d'envisager sa construction complètement indépendamment du Parti vert ? J'aurais plutôt tendance à répondre non. On ne peut pas faire comme s'il n'existait pas déjà, même si c'est encore fragile et que ce peut être remis en cause, des centaines de milliers d'électeurs, se situant beaucoup plus à gauche qu'à droite n'en déplaise à A. Waechter, qui se reconnaissent dans cette force. C'est un problème énorme, pas seulement d'ordre tactique. Comment fait-on dans une situation comme celle là ? Question difficile !

C. C. — Plus précisément ?

J.-P. D. — Plus précisément, la question qui est posée est celle d'entrer dans le Parti vert. Non pas pour faire de l'entrisme, au sens traditionnel du terme, mais d'entrer pour peser dans le sens de ce troisième pôle que j'ai évoqué. À côté de l'écologie tout à fait traditionnelle, qui peut complètement s'accommoder du système, et d'une espèce d'écologie réformiste, que représentent assez bien certains dirigeants du Parti vert, est possible une écologie révolutionnaire, qui prenne en compte tous les éléments évoqués au début de notre

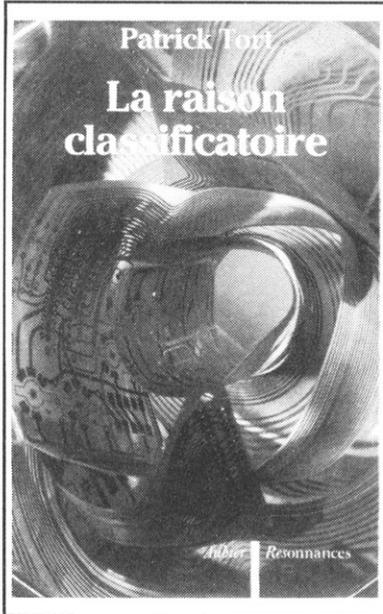
entretien. Je pense que c'est une question dont il faut discuter ouvertement. Il est très possible que celles et ceux qui ne feront pas ce choix aujourd'hui se retrouvent vraiment sur le bord du chemin. Ce qui peut venir beaucoup plus vite qu'on l'imagine. Je suis convaincu que même si les résultats de ce Parti vert sont plus modestes que ce que les sondages indiquent, ne serait-ce que sept ou huit pour cent c'est un basculement politique. Le Parti vert va se retrouver au même niveau que le PCF. C'est plus qu'un symbole : cela voudra dire que, du côté des forces qui poussent au changement, il y a une réorientation stratégique. Celle-ci opère dans la société elle-même.

C. C. — Mais on ne peut pas isoler ce succès électoral de ce qu'est justement le positionnement politique actuel du Parti vert.

J.-P. D. — Dans la situation politique et dans l'évolution du Parti vert, nous portons notre part de responsabilités. C'est à cela qu'il faut réfléchir. Compte tenu de la place qu'il est en train de prendre sur le plan électoral et institutionnel, nous avons, je pense à la Nouvelle Gauche mais aussi bien au-delà, des responsabilités dans la façon dont va évoluer ce parti. La question que je me pose est de savoir si on peut penser le faire évoluer positivement, disons de façon lapidaire du côté de la révolution, seulement de l'extérieur. En étant en quelque sorte des donneurs de leçons politiques. En disant : « oui, mais la lutte de classes », « oui, mais ici vous avez fait tel compromis », « oui, mais sur le terrain des luttes sociales on ne vous voit pas ». Je pense que ce serait une attitude beaucoup trop négative par rapport à ce parti, alors qu'il y a beaucoup d'éléments positifs dans sa réflexion, dans sa dynamique ; alors qu'actuellement, sans qu'on puisse réellement parler de courants en son sein, il y a beaucoup de réflexions, de débats, de positions assez contradictoires. Je crois qu'il faut intervenir positivement dans ce débat. En n'ayant pas seulement la critique à la bouche, mais en essayant de s'inscrire dans la dynamique sociale qui porte aujourd'hui ce parti.

Propos recueillis par Francis Sitel.

LE NOUVEL OUVRAGE DE PATRICK TORT



Dans *la Raison classificatoire*, Patrick Tort s'attaque aux fondements mêmes de la pensée humaine. Abordant de front un problème que Foucault n'avait fait qu'effleurer — celui de la classification, de sa nature et de son histoire —, il découvre les structures élémentaires de l'activité classificatoire, et vérifie cette découverte en suivant un immense trajet qui le conduit à travers l'histoire de la philosophie, des sciences de la nature, de l'homme et de la société : examinant tour à tour la classification rhétorique, la typologie des langues, des systèmes d'écriture, des races humaines, la systématique animale, la taxinomie botanique, la répartition des règnes naturels, des espèces organiques, des sexes, des classes de monstres, le système des sciences, ou encore la catégorisation des formes psychopathologiques de la criminalité, il effectue un pas décisif sur la voie de l'élaboration d'une nouvelle discipline d'études destinée à la refondation méthodologique de l'ancienne « histoire des idées » : *l'Analyse des complexes discursifs*, instrument majeur d'une théorie matérialiste de la connaissance.

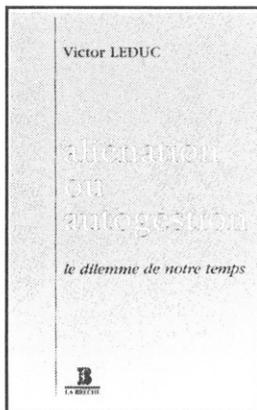
Bertrand Mertz

En librairie à partir du 26 mai 1989.

La Raison classificatoire, Aubier, collection Résonnances, 1989, 600 pages. 195 F.

Dans notre numéro de rentrée, nous publierons un entretien avec Patrick Tort concernant *la Raison classificatoire*...

LES NOUVEAUTES DES EDITIONS LA BRECHE



Aliénation ou autogestion, le dilemme de notre temps, de Victor Leduc

Dirigeant du PCF, puis du PSU, aujourd'hui membre des rénovateurs communistes, auteur de nombreux livres et fondateur de *Raison présente*, Victor Leduc nous propose dans cet ouvrage une analyse approfondie sur deux questions qui ont déchiré la conscience ouvrière tout au long du siècle.
224 pages, 105 F.

Où va l'URSS de Gorbatchev ? de Ernest Mandel

A quelques semaines de l'arrivée de Gorbatchev en France (4 au 6 juillet prochain), Mandel nous montre dans ce livre pourquoi les phénomènes qui secouent l'Union soviétique aujourd'hui constituent l'événement international le plus important depuis la victoire de la révolution chinoise en 1949. L'effet détonateur de la glasnost et de la perestroïka en URSS même a enclenché un bouleversement qui, d'ores et déjà, transforme les rapports de forces à l'échelle planétaire.
400 pages, 130 francs.



**Critique communiste, numéro d'été
spécial tiers monde**

Permanence de la révolution. Pour un autre Bicentenaire

Enthousiastes, critiques ou flamboyantes, ces vingt contributions sur 1789-1794 se veulent un sérieux bémol au consensus honteux qui se tisse autour du Bicentenaire. Par Etienne Balibar, Daniel Bensaïd, Johann-Sebastian Beek, Denis Berger, François Dosse, Florent Gabriel, Florence Gauthier, Jean-François Gay, Annie Geffroy, Philippe Geneste, Guy-Robert Ikni, Georges Labica, Olivier Le Cour Grandmaison, Michel Lequenne, Michaël Löwy, Keith Mann, Gilbert Pago, Michèle Riot-Sarcey, Patrick Tort, Eric Toussaint.
312 pages, 108 F.

